Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:58 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXVIII, No. 32 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***29 aout - 12 septembre 2018***

VERS LE DÉBALLAGE DE L'AFFAIRE PETROCARIBE

Audition au Sénat : Vorbe déjà; bientôt Lamothe

Demande d'USD 10 millions $ de pot-de-vin pour Lamothe ?

Par Léo Joseph

On dit que « *du choc des idées jaillit la lumière* ». Dans la dispute ouverte sur l'affaire PetroCaribe, ce procédé serait susceptible d'exposer la vérité. On semble y aller par accident. Puisque une guerre d'accusations sur Twitter, entre Dimitri Vorbe, un des responsables du fournisseur d'électricité Sogener, et Laurent Lamothe, ex-Premier ministre de Michel Martelly, a entraîné une invitation à M. Vorbe par le sénateur Youri Latortue pour qu'il réponde à des questions qui pourraient aider à éclairer des zones d'ombre sur le sujet. L'audition du patron de Sogener au Sénat sera suivie d'une convocation de M. Lamothe, aux fins de confronter les deux témoignages.

En effet, accompagné de son frère Jean-Marie, également membre du Conseil d'administration de Sogener, Dimitri Vorbe a répondu à l'appel de la Commission éthique et anti-corruption du Sénat, le lundi 27 août. Une séance qui va, de toute évidence, rompre le silence sur la controverse que PetroCaribe a provoqué au Parlement, depuis que la majorité parlementaire, à la faveur d'une stratégie dite «*zobop* » par la minorité, a renvoyé le dossier à la Cour supérieure

Le sénateur Youri Latortue se reclame-t-il du mouvement Kote kob PetroKaribe a ?

Rony Devarennes, un agent consulaire pris dans le scandale PetroCaribe.

Suite en page 2

Mort tragique du docteur et ex-ministre de la Santé publique Michaëlle Amédée Gédéon

AUTRES RAISONS D'EXIGER QUE LUMIÈRE SOIT FAITE SUR PETROCARIBE

Le décès du Dr Michaëlle Amédée Gédéon, des suites d'un accident de la circulation, renvoie directement au dossier PetroCaribe et souligne l'impérieuse nécessité de faire le jour sur l'utilisation des USD 3,8 millions $ du fonds PetroCaribe, dont une partie détournée, volée ou mal investie aurait permis d'éviter une telle catastrophe. Quand, dans diverses interventions publiques, des voix s'élèvent pour demander que l'Etat effectue des investissements plus sérieux dans le système de santé publique, mais que les dirigeants accueillent avec nonchalance — s'ils ne s'en moquent souverainement —, c'est dans l'anticipation de pareilles situations.

En sus d'avoir été titulaire du ministère de la Santé publique et de la population (MSPP), de 1999 à 2001, Dr Amédée Gédéon a été aussi présidente de la Croix-Rouge haïtienne. Elle a rendu l'âme le mercredi 22 août, suite d'un accident de la circulation survenu la veille, non loin de la ville des Cayes, dans le sud,

Dr Michaëlle Amédée Gédéon

Le sénateur Nawoom Marcellus parti en traitement en Floride sans donner signe de vie.

Suite en page 12

AUTRE MAUVAISE NOUVELLE POUR LES DILAPIDATEURS DU FONDS PETROCARIBE

La CSC/CA rend son verdict : Martelly, Lamothe, Paul dénoncés...

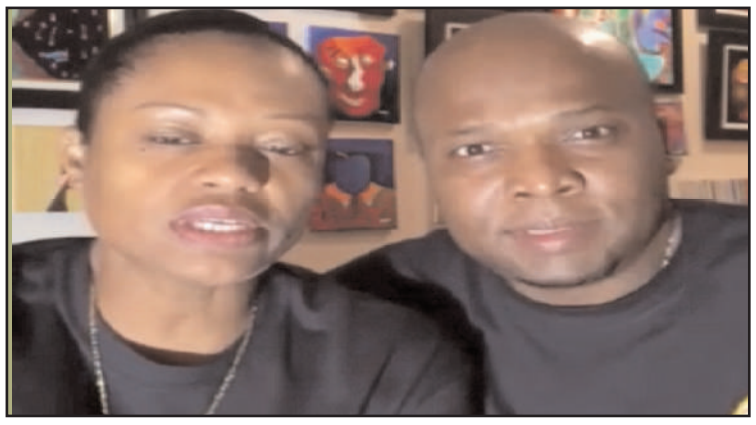
Les dernières décisions rendues sur le dossier PetroCaribe portent à croire que le vent change. Les dilapidateurs de cette fortune doivent commencer à se rendre compte que le règne de la corruption et de l'impunité semble toucher à sa fin. C'est ainsi qu'il faut interpréter la décision de la Cour supérieur des comptes et du contentieux administratif (CSS/-CA), au début de cette semaine, dans la foulée de l'ordonnance du juge instructeur Paul Pierre déclarant recevables les plus de 60 plaintes portées contre ces anciens hauts fonctionnaires de l'Etat déposées au Parquet de Port-au-Prince.

Après avoir été saisie du dossier depuis plusieurs mois, la CSC/CA a rendu son verdict, le lundi 27 août, publiant son rap-

Suite en page 2

HAPPENINGS !

The PetroCaribe scandal takes center stage



BROOKLYN COUPLE ON PETROCARIBE.

Who would have thought that a *tweet* issued August 14 by a Haitian in Canada would dominate the conversation in Haitian communities everywhere and become the motor for actions against those that dilapidated the PetroCaribe Fund, some $3.8 billion?

The latest action, scheduled for this Saturday, September 1st, will be a march in Montreal. The announcement reads like a manifesto**: "DEMONSTRATION by the Haitian community of**

Continued to page 16

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:58 AM Page 2

VERS LE DÉBALLAGE DE L'AFFAIRE PETROCARIBE

Audition au Sénat : Vorbe déjà; bientôt Lamothe

Demande d'USD 10 millions $ de pot-de-vin pour Lamothe ?

Suite de la page 1

des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA) où il bougeait à pas de tortue.

En marge de son audition, sous serment, Dimitri Vorbe est cité dans l'édition du 27 août du quotidien *Le Nouvelliste*, en ces termes : «*J'étais venu pour prouver que l'ancien Premier ministre a menti. Il a dit qu'il savait nous payer avec de l'argent du PetroCaribe, ce n'est pas vrai* ».

Les déclarations de Dimitri Vorbe confirmées par le sénateur Latortue

Lors d'une intervention sur une des radios de la capitale, le sénateur Youri Latortue, le président de la Commission éthique et anti-corruption du Sénat, également celui qui avait piloté la première enquête sur l'usage du fonds PetroCaribe, a confirmé les aveux de Dimitri Vorbe confirmant que ce dernier n'a pas hésité à faire ses déclarations sous serment.

En effet, contrairement aux accusations de M. Lamothe faisant croire que la Sogener, la compagnie dont Vorbe fait partie, recevait des honoraires mensuels de USD 12 millions $ du gouvernement pour fournir le courant électrique à l'Électricité d'Haïti. Prenant le contre-pied des déclarations faites par Laurent Lamothe sur Twitter, le directeur exécutif de Sogener a précisé : «*Nous n'avons pas deux ti motè pèpè* », enchaînant pour expliquer que « *la Sogener dispose de 30 moteurs qui fonctionnent* ».

Nous facturons pour la quantité d'énergie délivrée

Protestant que la Sogener ne touche pas USD 12 millions $ du gouvernement haïtien, Dimitri Vorbe a expliqué que le montant facturé à l'EdH est en fonction de la quantité de courant fournie. Aussi explique-t-il à la Commission du sénateur Latortue «*Quand nous produisons un kilowatt de courant, on nous paye pour cette quantité d'énergie. On ne nous paye ni pour le black-out ni pour des générateurs qui ne marchent pas* ».

Et M. Vorbe d'ajouter : «*Nous confirmons que la Sogener ne perçoit pas de l'Etat haïtien 12 millions de dollars américains par mois, mais entre trois et cinq millions par mois, suivant la quantité du courant électrique produit* », selon ce qu'a dit le sénateur de l'Artibonite.

Continuant avec question relative à la somme touchée du gouvernement par la Sogener, Dimitri Vorbe a ajouté : « *C'est le prix du pétrole qui détermine le prix du courant que nous vendons* » suggérant ainsi que le montant facturé par la Sogener n'est pas sujet à surfacturation, comme entend le faire accroire Laurent Lamothe.

Lamothe sera prochainement convoqué par la Commission

Sur ces entrefaites, le sénateur Youri Latortue a conclu qu'il est opportun d'auditionner Laurent Lamothe. Car le témoignage de Vorbe place le dossier sous un éclairage jusqu'ici insoupçonné. Seule l'audition de l'ex-Premier ministre, qui s'est engagé dans cette dispute avec le directeur exécutif de la Sogener, peut aider à faire jaillir la lumière sur le dossier PetroCaribe.

Maintenant que la dispute entre Vorbe et Lamothe sur Twitter est devenue virale, ce qui avait un caractère secret désormais tombe dans le domaine public. Aussi, semble-t-il, il serait possible que les négociations ayant été tenues dans les pénombres des salles retirées avec des « *spécialistes* » en négociations autour de la livraison de pots-de-vin fassent l'objet de discussions publiques. C'est, en effet, ce à quoi il faut s'attendre, au cas où la demande de paiement en dessous de la table à Laurent Lamothe, tel que l'a dénoncé le patron de la Sogener, fasse l'objet d'un débat public à la Commission éthique et anti-corruption du Sénat.

Dimitri Vorbe a l'air sûr de lui-même dans ses accusations.

Un proche de Lamothe accusé de demander de payer des millions en dessous de la table

Dans le cadre de son audition, par la Commission éthique et anti-corruption du Sénat, Dimitri Vorbe, a insisté pour confirmer les révélations contradictoires qu'il a faites par rapport à celles de Lamothe, a comme lâché une bombe quand il a révélé qu'un homme d'affaires proches de l'ex-Premier ministre a sollicité le versement d'une forte somme d'argent à ce dernier pour que soit maintenu le contrat que la Sogener avait initialement signé avec le gouvernement de René Préval.

Dimitri Vorbe a révélé, sans avoir froid aux yeux, qu'un homme proche de Lamothe, Rony Devarennes, lui avait demandé de verser USD 10 millions $ en liquide à Lamothe en sus d'une mensualité, seules conditions, selon lui, qui favoriserait la reconduite du contrat que Préval avait signé avec Sogener.

Toutefois, dans sa réplique à cette allégation, M. Devarennes, un homme d'affaires de Port-au-Prince, qui est aussi consul honoraire de Zambie en Haïti, a repoussé avec force ce qu'il dit être « *archi faux* ». Dans une déclaration à lui attribuée diffusée sur *Haiti 24.net*, il a protesté en disant : « *Faux ! Archi faux ! Je n'ai jamais demandé à un quelconque Dimitri Vorbe de l'argent au nom de Laurent Salvador Lamothe* ». Il a, de plus, fait remarquer que jamais, dans sa vie, il n'a rencontré Dimitri Vorbe. Cependant il dit se souvenir avoir rencontré « *un certain Jean-Marie Vorbe lors d'un dîner en 2011*».

Rony Devarennes met Vorbe en défi de prouver qu'il avait fait une telle demande.

Pour sa part, le sénateur Latortue confirme que, lors de son audition, au Sénat, lundi, Dimitri Vorbe a insisté pour dire que Rony Devarennes s'était présenté à son bureau, en 2011, alors que Laurent Lamothe n'était même pas encore Premier ministre. A cette occasion, dit Latortue, rapportant les propos du patron de Sogener, il avait demandé à Vorbe de verser USD 10 millions $ en cash, en sus d'une autre somme par chèque, en vue d'assurer la continuité du contrat de quinze ans de fourniture du courant électrique, un accord signé en 2006, sous la présidence de René Préval.

Il est certain que la campagne nationale et internationale lancée pour exiger la restitution des USD 3,8 milliards volés du fonds PetroCaribe enlève le sommeil aux deux ex-Premier ministres ainsi qu'aux ministres, directeurs généraux et autres ex-hauts fonctionnaires de l'État, dont certains sont recyclés dans l'administration Moïse-Lafontant, épinglés dans les deux rapports de la Commission spéciale d'enquête, dont la première était pilotée par le sénateur Youri Laortue et la seconde par le sénateur Évalière Beauplan, qui sont tous accusés de vol de deniers publics.

À suivre les événements politiques, ces derniers jours, notamment ceux rapportant au dossier PetroCaribe, on ne peut s'empêcher de constater qu'on chemine vers des règlements de comptes. l Ce que redoutent les anciens hautes fonctionnaires des gouvernements, au pouvoir de 2006 à 2018, de René Préval à Jovenel Moïse, en passant par Michel Martelly et Jocelerme Privert. Il semble que la pêche s'annonce fructueuse !

En attendant que les prochains événements suivent leur cours, le discours de Youri Latortue prend une allure sentencieuse : « *Si l'État n'enclenche pas le procès, il peut arriver un moment où le peuple se donne lui-même justice* ». Et dans la foulée, il lâche « *Il faut qu'on retrouve l'argent du PetroCaribe* ». Est-ce sa façon du puissant sénateur de déclarer son allégeance au mouvement « *Kote kòb PetroKaribe a* » ?

AUTRE MAUVAISE NOUVELLE POUR LES DILAPIDATEURS DU FONDS PETROCARIBE

La CSC/CA rend son verdict : Martelly, Lamothe, Paul dénoncés...

Suite de la page 1

port qui dénonce fortement, surtout la gestion des équipes Martelly-Lamothe et Martelly-Paul, c'est-à-dire de 2011-2015, période au cours de laquelle les plus fortes sommes d'argent ont été extraites du compte PetroCaribe.

En effet, se référant à ces administrations, le document se résume ainsi : « *une catastrophe et un tsunami économique* ». Le rapport n'exonère pas pour autant les administrations antérieures, c'est â dire, de Préval et de Privert, excepté que les retraits de plus grande taille ont été effectués sous Martelly et ses deux Premiers ministres.

Voilà, coup sur coup, deux décisions qui doivent mettre dans leurs petits souliers les personnes accusées de vol des USD 3,8 milliards du fonds PetroCaribe. Sans aucun doute cela va aguerrir Me André Michel, l'avocat qui avait, sans relâche, mené la bataille juridique contre les anciens hauts fonctionnaires épinglés dans les deux rapports sur l'enquête de la Commission éthique et anti-corruption du Sénat menée, la première par le sénateur Youri Latortue, et la deuxième par le sénateur Évalière Beauplan.

À noter que, sous les pressions, récemment renforcées, de la communauté internationale, Jovenel Moïse à changé son fusil d'épaule dans le dossier PetroCaribe, abandonnant son argument par lequel il disait ne pas entendre tolérer une « *chasse aux sorcières* » tant qu'il est président. Par là, il exprimait son refus de cautionner l'initiative consistant à œuvrer pour que justice soit faite dans l'affaire PetroCaribe.

On se rappelle qu'à la cérémonie de présentation de son Premier ministre choisi, Jean Henry Céant, au moment où l'on s'y attenait le moins, le président Moïe commence à véhiculer un nouveau discours demandant à M. Céant de mettre l'affaire PetroCaribe en bonne place dans son programme de gouvernement. Il devait surenchérir en déclarant que, au cours des dix dernières années, tous les contrats signés avec l'État haïtien ont été surfacturés. Une telle affirmation par un président qui, dans ses prises de positions antérieures, se jetait à bras raccourcis sur les patriotes qui poussent à la roue pour que les individus épinglés dans le vol du fonds PetroCaribe soient traînés devant la justice.

De toute évidence, il y a un changement de stratégie dans la manière dont le président Moïse mène la lutte contre la corruption. Puisque, depuis qu'il a annoncé la nouvelle consigne à Céant, dans la gestion de l'affaire PetroCaribe, il semble que la justice aussi mette en place une nouvelle stratégie. Car des jours après la présentation de son Premier ministre nommé, le juge Paul Pierre a publié son ordonnance déclarant recevables les plaintes déposées au Parquet contre les ex-Premier ministres Jean-Max Bellerive et Laurent Lamothe, ainsi que des ministres, directeurs généraux et autres ayant participé au pillage du fonds PetroCaribe. Une semaine plus tard, c'est au tour de la CSC/CC de frapper fort sur ces hommes et femmes accusés de vols et de détournements de ressources publiques.

Sans l'ombre d'un doute, Me André Michel et ses clients ont le vent dans le dos. On pense que les acteurs au niveau du système judiciaire vont afficher une autre attitude par rapport à la manière dont les juges faisaient naviguer ces dossiers dans les tribunaux.

De toute manière, la campagne dite « *Kote lajan PetroKaribe a* » doit jouer une influence certaine sur les dernières décisions de justice. On peut parier que d'autres verdicts viendront confirmer les nouvelles dispositions des autorités dans la gestion des dossiers sensibles concernant la corruption en général. Car, dans la présente conjoncture, il n'est pas exagéré d'affirmer que ceux qui nous dirigent sont dans le collimateur des demandeurs de justice dans l'affaire PetroCaribe.

REGARD DE LA FENÊTRE

La jeunesse haïtienne révoltée contre la corruption

MOUVEMENT #PETROCHALLENGE #PETROCIAO ! #KOTEKOBPETROCARIBEA

Par Michelle Mevs

On veut y croire, on a besoin d'y croire !

Il a fallu les émeutes incendiaires et populaires des rues contre la décision du gouvernement de Jovenel Moïse, les 5, 6 et 8 août 2018 pour que celui-ci annule sa mesure d'augmentation des prix des carburants.

Le mouvement PetroChallenge

Le 24 août 2018, une manifestation aboutit par devant le siège de la justice haïtienne, aux cris de

Michelle Portes Mevs

PetroCiao, #KotoKobPetroCaribeA, entre autres, faisant suite à la dite révolte des 5, 6 et 7 juillet 2018, quand le peuple est sorti et a détruit des véhicules, incendié des entreprises sur son passage, causant peur et panique de toute la population. Violente manifestation qui a cassé la posture présidentialiste autoritaire en mode «*Le président a parlé point barre*». Ce discours à l´ancienne ne fonctionne plus!

Et c'est la jeunesse, cette génération Y de moins de 30 ans qui crie en marchant et en chantant le 24 aôut : « *PetroCiao* » devant les locaux de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA), à Port-au-Prince; manifestation, survenue au Cap-Haitien également, exigeant le jugement et la condamnation des voleurs.

Pour mieux comprendre, lisons le mouvement

#PetroCaribeChallenge ou #KoteKobPetrocaribea #PetroCiao.

Le chant #PetoCiao comme une mise en garde : En voici la lyrique, en partie :

« *Kòb ki ale, Petrocaribe oh PetroCiao! PetroCiao! Petrocio! kob ki te la pou devlopman, gen yon paket mimi ki manje lajen fanmian. Apre sa se peup ki pwal paye. Tout moun ap mande, tout moun ap chache : Kote lentere ? Kot lajen petrocaribea ? Gen yon kób ki pati, nou pa p jam jwen li o ! Petrociao...Fók yo jwen li ! Oh PetroCiao...*

Message à la nation: ... peup la lan bounda nou ! (Le peuple vous a à l'œil !

La fièvre chronique, conséquence des mauvais traitements dues aux malversations du pouvoir en place, prend de l'ampleur au sein de la population

La violence sociale, les crimes économiques infligés au peuple haïtien à partir du système de corruption en boucle des dirigeants « *sans foi ni loi* », « *sans cœur et sans oreilles pour entendre* ».

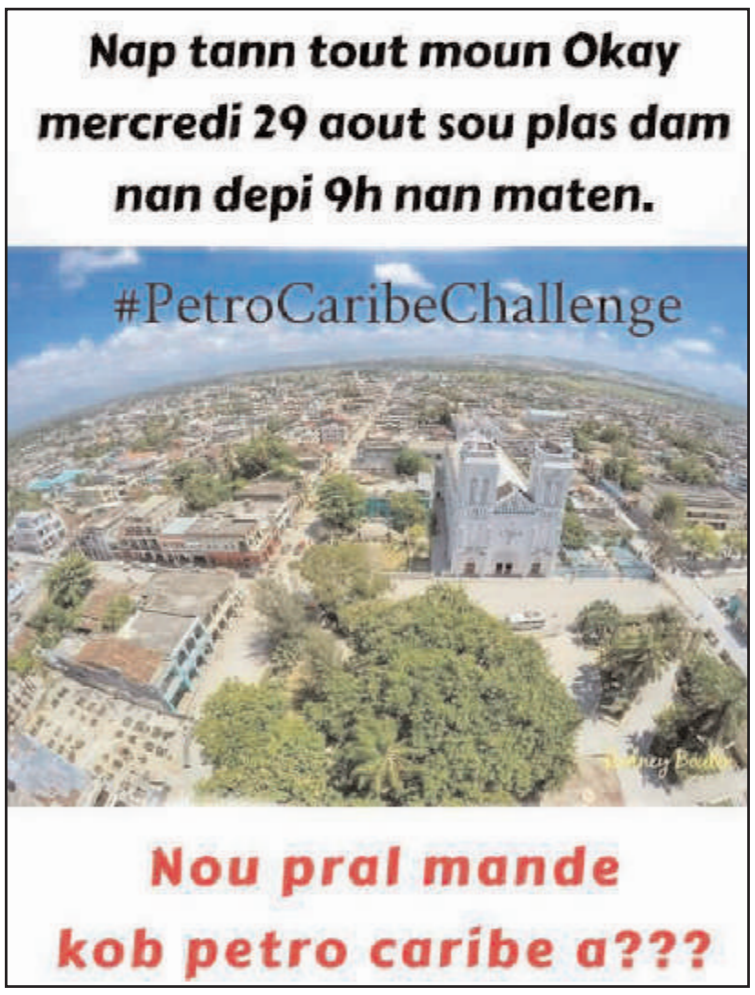
Faillite économique et privilèges accordés à une petite élite.

Référons-nous ici aux privilèges indus que s'octroient les les élites parlementaires et présidentielles. Par exemple, le scandale d'une luxueuse villa louée au prix d´or pour Joseph Lambert, le président du Sénat. Il s'agit de celui-là même qui a organisé la séance dite « *shampwèl* », manœuvre pour détenir l'aboutissement de mesures se rapportant aux abus et malversations, contenus des rapports PetroCaribe, à l'encontre des intérêts de la population; privant le pays de fonds nécessaires à la sustentation de l´État haïtien.

Les révoltés ce sont ceux que ces premiers appellent avec un certain mépris : les « *moun sa yo* », les autres, les négligeables.

Or, s'armant de courage, ces victimes annoncent avoir pris leur destin en main.

Il y a également la classe des élites d'affaires, dont certains membres jouissent de combines et magouilles en chambres, forts d' « *amitié* » avec le président ou les hommes forts des gouvernements. Ils ont l'habitude des contrats accordés sans appels d'offre et surévalués, aux ristournes et prébendes « *anba tab*».



Certains se font, en amont, fournisseurs de financement aux candidats en joute électorale; et, en aval, plus récemment, grands bailleurs de fonds de projets personnels à visée électoraliste, hors budget, du type caravane nationale.

Or Sans transparence, il n´y a que caisses noires et corruption. Sans accès aux documents originaux des pouvoirs, les journalistes de bonne volonté se retrouvent à devenir des analystes politiques clairvoyants, mais sans preuves palpables, alors que ces documents existent bel et bien. La constitution haïtienne exige en ce sens leur communication au public; mais, ce requis n'est pas respecté.

Le mouvement #PetroChallenge est une initiative alternatif. Il est loin d'être une utopie, car il dérive de mouvements tiers-mondistes visant à redéfinir la gouvernance, comme en Espagne, par exemple, la mobilisation des citoyens indignés devenus le parti « *Podemos* », etc.

Le cris du peuple haïtien est partout!

Les Hashtags ou mots-clicks #KotekobPetrocaribe a #PetroChallenge sont les bannières du mouvement depuis la déclaration du rappeur Gilbert Mirambeau dans la presse internationale, le 14 Août 2018.

Il s'agit de mots-code qui délient les langues sur les live facebook — et pas seulement —, on en parle sur tous les réseaux sociaux accessibles. Les hashtags, qui surgissent en Haïti, sont peints sur les murs et murailles privées ou publiques et sur des pancartes, de vieux cartons accrochées un peu partout. On en a vu qui gravissent jusqu'aux plus hauts des poteaux électriques des rues et ruelles de la capitale haïtienne, pour mieux sécuriser leur pancarte; tandis qu'en même temps ces codes circulent sans restriction sur le net, souvent transformés par artifice de photoshop. Les hashtags sont portés de manière surprenante par un hommes juste, fils de Dieu : Jésus- Christ, quand ce n´est pas les hommes d'Etat honorables comme Barack Obama...Quant aux audios, des voix chuchotent pour mieux se faire entendre, ou crient avec force la question clef : « *#KotekòbPetroCaribeA* » sur les nombreux groupes Whatsapp.

Le cris de la jeunesse haïtienne des plus démunis, est partout ! Comme une fièvre intense qui éclate quand le malade est empoisonné par doses médicamenteuses successives administrées par le médecin lui-même, alors qu´il prétend le soigner. Le « storytelling » du gouvernement Jovenel Moïse ne porte plus !

La même semaine, une exposition de photos des présumés coupables du scandal PetroCaribe s'étale au champ de Mars, à Port-au Prince, et tague le président en fonction, Jovenel Moïse, dit le président suspecte. ... Exposant son image parmi les nombreux jouisseurs et dépensiers, mauvais gestionnaires du capital appartenant au peuple. Richesse confiée aux gouvernements successifs, de René Préval à Jovenel Moïse, en passant par Jocelerme Privert et Michel Martelly...

Les « challengers » ou révoltés

Les challengers, qui portent ce vent d'espoir, sont jeunes et décidés. Ils ont en moyenne moins de 30 ans. Ils sont les premiers à être forcés à l'exil (tandis que les frontières se referment sur leur émigration), à ne pas trouver d'emplois, à porter la souffrance des conséquences d'une gestion calamiteuse des affaires de l'État constatée surtout après de la chute des Duvalier. Cette commotion vécue lors des exécutions par « *Père Lebrun* », c'était dans le but de construire une nouvelle Haïti, « *démocratique et prospère pour tous* ». Or ce n'était pourtant qu'un leurre.Tant d'erreurs ont été commises de part et d'autre, et les leaders les plus populaires de la nation en ont, à leur tour, été victimes.

Si les générations Y et Z n'ont pas connu la dictature, il en ont entendu parler par leurs parents. Pourtant l'échec ces derniers suscitent une nouvelle révolte.

Ils sont passionnés et leur vie est devant eux, mais leurs universités et leurs facultés sont négligées ou attaquées par les anti-émeutes, lors des manifestations ou grèves d'étudiants sans que leurs revendications ne soient jamais prises au sérieux. C´est à croire que les dirigeants de ce pays avaient déjà prévu que la jeunesse n´accepterait pas le statu quo, leur outrageante perversion et les emprisonnements et massacres de jeunes étudiants en prévention de la rébellion.

Rappelons ici cette douloureuse attaque sur la personne d'un étudiant par un recteur d'université ayant fait passer son véhicule sur l'étudiant qui s'était étendu sur le parquet pour l'empêcher d'abandonner les lieux. Jamais une décision de justice n'a été autorisée sur ce cas. Pire, un mur de protection s'est érigé autour de ce recteur qui a bénéficié d´une bourse d'étude de l'État haïtien. Aussi s'en est-il allé se réfugier à l'étranger.

Les Conséquences sociales, politiques et économiques…

Les dirigeants, les responsables de ce pays, auront-ils enfin compris que rien ne sera plus pareil ? Que leurs excès ne seront plus tolérés ? Quand les temps changent, il arrive que certains n'y comprennent rien et continuent encore de s'agiter dans la presse essayant de défendre l´indéfendable. Après tout, même si la publicité n'est pas propagande, il arrive souvent qu´elle s´ajuste et sert à la défense des commanditaires publicitaires.

De la récupération du mouvement Petro Challenge

Vous ne récupérerez pas notre bien juste-révolte! déclarent les promoteurs du mouvement PetroChallenge.

Pour sa part, « *Non à l'infil-*

Suite en page 9

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:58 AM Page 4

LE COIN DES COMMENTAIRES

Qu'est-ce qu'un gouvernement ? Qu'est-ce que bien gouverner ?

Par Rosie Bourget

Selon Francesco Ferrara, économiste et homme politique italien, « *Un gouvernement n'est rien de ce que certaines philosophies nébuleuses, ou ce que les velléités du socialisme et du communisme prétendent nous donner à entendre. Ce n'est pas un être à part, supérieur, détaché, différent de ce que nous sommes. C'est une fraction de nous-mêmes. En fin de compte, tout gouvernement est une minorité* ». Cependant, par définition, « *Un gouvernement c'est l'ensemble de personnes qui assurent la direction politique d'un état* ». C'est un organe collégial et solidaire composé de ministres placés sous l'autorité du Premier ministre et qui a en charge le pouvoir exécutif. Tandis que le chef de l'État, qui est politiquement irresponsable, assure une fonction d'arbitre et de garant de la continuité des institutions. Alors que chez nous les ministres sont placés sous l'autorité des parlementaires. Quelle contradiction !

Rosie Bourget.

En tant que citoyens haïtiens, nous nous sommes chacun demandés, à un moment ou l'autre, dans nos cheminements intellectuels particuliers, qu'est-ce qu'un gouvernement ? Qu'est-ce que bien gouverner ? Je ne crois pas me tromper lourdement si je dis que pour nombre d'entre nous, ces questions furent à l'origine d'une curiosité qui nous a poussé à interroger profondément nos convictions en prenant le problème politique à sa racine. Et si, au lieu d'accepter ou refuser telles lois proposées quotidiennement, dans le brouhaha de la vie politique, pour ou contre l'ajustement de salaire, le contrat de bail d'une troisième résidence pour le président de l'Assemblée nationale, la hausse de l'impôt X ou la hausse du carburant Y sous condition Z, et si au lieu de tout cela on réfléchissait en amont sur ce que pouvait être un bon gouvernement afin d'y voir plus clair ?

Pourquoi aborder le sujet ?

En ce qui nous concerne, c'est cette interrogation soudaine qui nous motive à découvrir plus en profondeur les philosophes libéraux. Car ceux-ci ont abondamment traité la question. Et pour la plupart d'entre eux, le bon gouvernement est celui qui assure les fonctions légitimes de l'État afin de garantir la liberté et permettre à tous de bénéficier de ses fruits.

Mais qu'est-ce que gouverner ?

La question pourrait paraître dérisoire, mais c'est précisément son caractère désuet qui la rend si intéressante. Pris dans des débats sans fond ni forme, dans les querelles quotidiennes des politiciens, ou bien nos luttes idéologiques contre les adversaires que nous nous sommes désignés, nous sommes toujours pressés de proposer à notre peuple le pire gouvernement qui soit.

Questionner le fait de gouverner en lui-même ce n'est pas, à l'instar de ce que peuvent faire les études de sciences politiques, prendre la place de celui qui gouverne et s'interroge sur ses actions possibles. Il ne s'agit pas de savoir comment gouverner. Il ne s'agit pas plus de savoir pourquoi gouverner, tant que nous n'avons pas exploré plus en avant ce que nous pouvons savoir de gouverner en soi. Gouverner est un très vieux mot qui pourrait nous laisser croire que l'on gouverne depuis la nuit des temps, et que depuis qu'il y a des Cités, il y a des hommes préoccupés par le gouvernement, soit qu'ils veulent en être, soit qu'ils veulent le guider, soit qu'ils doivent le suivre, de la même façon que nous avons admis, dans notre vie de tous les jours, qu'il y a un gouvernement qui agit sur nous, pour nous, contre nous, avec nous, par nous.

Comment est défini communément aujourd'hui le mot gouverner ?

Gouverner, c'est exercer sur un peuple le pouvoir politique, c'est prendre des décisions politiques qui agissent sur ce peuple, c'est diriger les affaires publiques, et c'est, plus précisément encore, un synonyme de pouvoir exécutif. Bien gouverner permet d'avoir une stabilité dans la société et fait éviter l'anarchie.

Le mot *gouverner* apparaît au XIIIe siècle par mutation de *guverner* issu du latin *gubernare* qui signifie « *diriger un navire* ». Jusqu'au XIIIe siècle, gouverner ne s'emploie que pour la direction d'un navire. Le mot n'a aucun sens politique, si ce n'est la métaphore poétique du chef qui est comme celui qui gouverne un navire. Cette métaphore reste très éloignée du sens actuel de gouverner, car ce qu'elle met surtout en avant, c'est le rôle de capitaine du chef politique, de celui qui est au-dessus, et sans qui il n'y aurait pas de navire. Il n'y a donc aucune trace de gouvernement avant le XIIIe siècle.

Entre le XIIIe et le XVIe siècles, le sens actuel de gouverner apparaît progressivement, mais il signifie d'abord entretenir des personnes, puis avoir une conversation avec quelqu'un. Gouverner quelque chose prend le sens très intéressant d'en avoir soin, jusqu'au début du XVIIe siècle où il signifie administrer avec épargne. L'apparition du terme « *administrer* » dans la définition de gouverner a tout son intérêt aussi.

Qui gouverne qui en Haïti ?

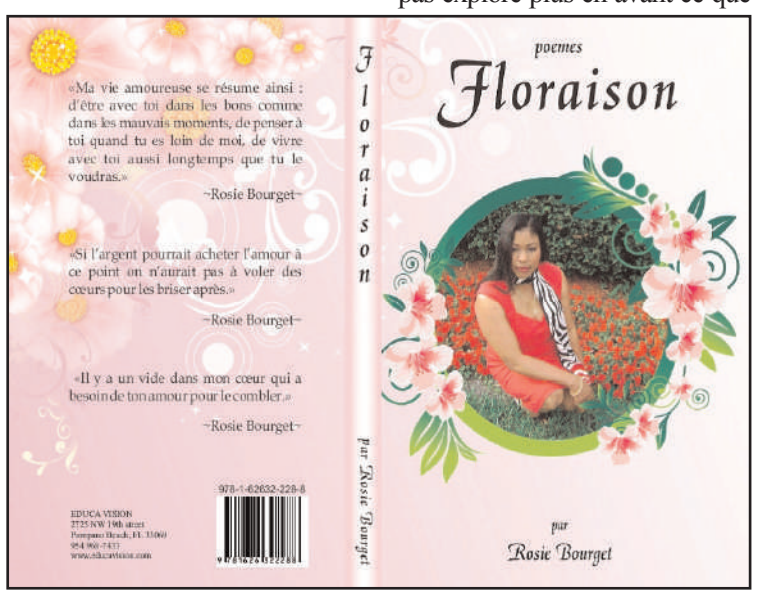
Comment dénicher un homme d'État capable de prendre à témoin le peuple de loin plus conscient que ses élites pour oser de grandes décisions sans avoir peur de déplaire à la France, aux Nations-Unies, au Fond monétaire international (FMI) etc. ? Quel saint prier pour déterrer un homme d'État qui est capable, par sa consistance intellectuelle et sa maîtrise des grands dossiers, de faire valoir les intérêts du pays, même si on doit le haïr, de clouer le bec à tous les vautours mal famés qui sévissent partout dans le pays et qui empoisonnent le climat socioéconomique et politique. Un homme d'État entouré de conseillers qui travaillent sur des solutions et non qui créent des problèmes, telle que la hausse des prix du carburant !

Quand est-ce que ce peuple saura qui le gouverne réellement ? Lui qui a cru que les élections démocratiques et transparentes garantiraient sa prospérité et réaliseraient le bien-être qu'il ambitionnait. Face à un exécutif ligoté par la récente Constitution la plus désastreuse de toute l'histoire d'Haïti, et accablé par des instances constitutionnelles qui coûtent à l'État les yeux de la tête, qui bénéficient de privilèges financiers insensés et qui jouissent de l'immunité, nous ne savons plus qui gouverne.

Les politiciens devraient avoir le courage d'assumer leurs responsabilités de gestion des affaires de l'Etat, au lieu de la rejeter tout le temps sur le dos de ceux qui sont en dehors du pouvoir et des prétendus activistes dont une grande partie est payée pour semer le trouble dans le pays. Des activistes qui servent des agendas partisans nocifs pour le pays. Et dans toute cette «*saga*», la mère patrie (Haïti) cherche son homme. Un homme ayant des tripes et qui ose dire arrêter/assez à toutes ces forces destructrices fortes de discours démagogiques qui n'ont plus d'effet sur un peuple complètement désillusionné de toute une classe politique sans projet et sans vision, et lâche par-dessus le marché. Un peuple à la recherche d'un sauveur, car il ne croit plus ni dans les dirigeants de partis, ni dans leurs leaders qu'il juge incapables de discuter projets et contre-projets, mais maniant à merveille les coups bas et les combines de bas étage. Un peuple déçu par ses élus, en grande partie affairistes, et se souciant peu de le défendre.

Dans n'importe quel pays, il faut qu'il y ait un chef appuyé par des forces politiques ayant la capacité de prendre les décisions qui s'imposent dans l'intérêt du pays et d'en assumer les conséquences, sauf Haïti où les dirigeants œuvrent pour l'appauvrissement et la destruction de leur propre pays et provoquent des déplacements forcés et des migrations en masse. Démocratie rime-t-elle avec chute libre des valeurs, du patriotisme et du sens de l'appartenance ? Le peuple haïtien aurait-il un jour à choisir un gouvernement qui lui permet de prendre son avenir en main et d'être maître de son destin ? Qui vivra verra !

r_bourget@yahoo.com
Maîtrise en Travail social
Poète/écrivaine



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Créole Plate Inc.
Take Out & Catering
We serve a delightful array of dishes for **Breakfast, Lunch and Dinner**
Located Next to MERRICK LAUNDROMAT AT 233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. & 234th St.) Phone: **718-341-8566**

DR. KESLER DALMACY
Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM
Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe
MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:58 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

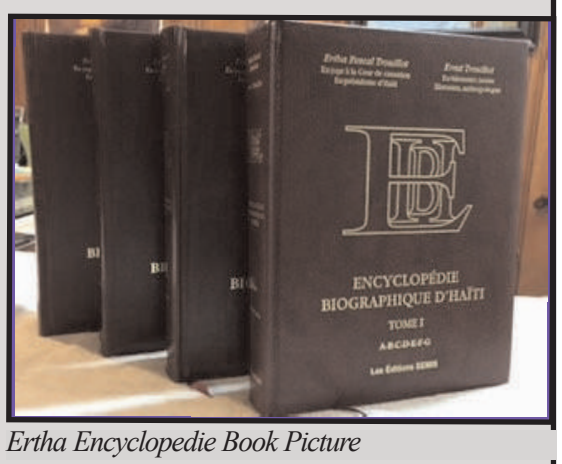
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:58 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

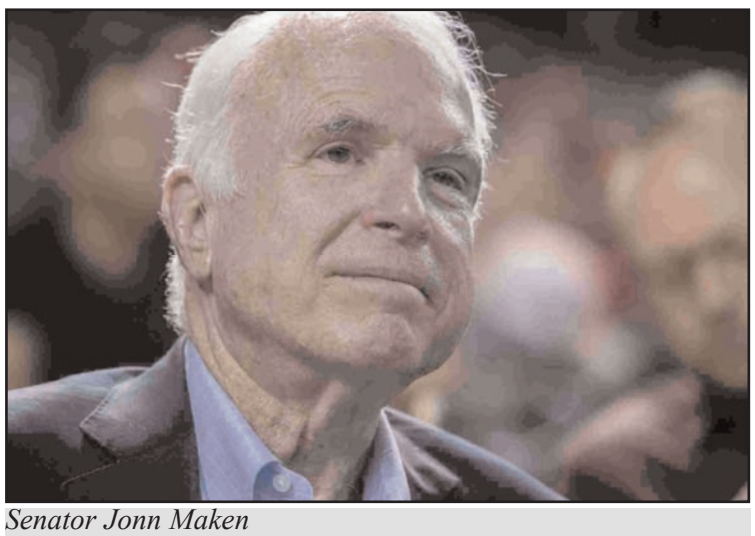
Ozeta-Zini, se lanmò senatè Makenn – Men ann Ayiti se eskandal PetwoKaribe a!

Nou koube byen ba pou n prezsante kondoleyans bay fanmi senatè Djonn Makenn (John McCain), ki mouri samdi, 25 out la, a laj 81 an. Lavèy, fanmi senatè a te anonse ke li te mande pou sispann tout medikaman li t ap pran pou kansè sèvo li t ap soufri a depi kèk tan.

Depi nouvèl la te tonbe samdi apre-midi, se tout stasyon televizyon, radyo, jounal ak rezo sosyo k ap bay youn bann detay sou lavi sitwayen sa a ki te pase siz (6) an nan prizon Vyetnanm di nò apre yo te desann avyon l diran lagè, ann oktòb 1967. Men li pa t mouri. Lè Vyetnamyen yo te vin konnen ke Makenn se pitit youn amiral, yo te ofri pou libere l. Men li te di « *non mèsi* », li pa ka kite lòt konpayon l yo dèyè. Li te ret nan prizon jouk lane 1973 lè Vyetnam te vin lage plizyè prizonnye ameriken.

Se menm santiman sa a ki te pouse Makenn antre nan politik nan lane 1980, lè l te eli kòm kongrèsmann nan Arizona, Epi kat (4) an pita, nan lane 1986, li te eli senatè. Depi lane sa a li pa janm pèdi plas senatè a jouk li mouri. Pèp la te kontinye vote pou li. Makenn te kandida pou prezidan 2 fwa. Nan lane 2000, li te pèdi chwa Pati repibliken an, ki te anbrase kandida Jòj Bouch (Geeorge W. Bush) pou pote drapo repibliken an. Nan lane 2008, Pati repibliken an te chwazi l pou l t al anfas kandida demokrat la, Barak Obama (Barack Obama), ki te pral vini premye Nwa ki eli kòm prezidan Ozeta-Zini.

Nou bat bravo pou tout chèn televizyon yo ki montre kijan Makenn te vrèman youn patriyòt ki pa t kwè nan zizani, men ki te mete peyi avan tou. Pami tout detay yo bay sou defen senatè a, gen youn sitiyasyon ki vrèman montre karaktè nonm nan. Gen youn granmounn fanm, se do l ase nou wè, ki te seye kraze Barak Obama nan kanpay 2008 la. Li di



Senator Jonn Maken

Makenn, « *Nèg Obama sa a, se youn voryen, nou pa vle l !* » Makenn souke tèt li epi l pran mikwo a nan menm granmounn nan epi l di : « *Non, non, Madanm ! Se pa vre sa w di a ! Msye se youn pè de famiy, youn bon mounn. Mwen ka gen diferans avè l sou plizyè pwen byen enpòtan, men msye se youn bon mounn !* »

Menm nan lanmò, li kontinye gen anpil respè pou 2 mesye sa yo ki te bat li nan kanpay pou la prezidans : Bouch ak Obama. Tou le 2 ap nan lantèman an pou di sa k nan kè yo pou youn patriyòt ki te wè peyi anvan pati. Malerezman, prezidan Donal Twonp (Donald Trump) pa envite nan lantèman an, paske se sa defen Makenn te mande. Vis prezidan Pens (Pence) ka la. Fò n pa bliye ke Makenn pa t danse kole ak prezidan Twonp. Pa bliye non plis ke Twonp te di bagay pou l pa t di sou Makenn : « *Mwen renmen ero nasyonal, mwen pa renmen mounn yo te kaptire* ». Avrèdi, prezidan Twonp te mete youn *twit* deyò pou prezante kondoleyans bay fanmi senatè a, jan sa dwa. Men pawòl nan bouch ou ka toujou kondane w. Se sa pawòl Levanjil la di.

Antouka, nou kwè menm lè senatè Makenn kite nou, travay li pral kontinye suiv li menm kote l prale a, paske li te viv lavi l youn fason pou ede tout sitwayen ki te bezwen èd li, san mande si se te repibliken osnon demokrat. M espere ke lanmò l pral ede sitwayen Ozeta-Zini mete tèt yo ansanm pou sove peyi sa a kont tou sa yo ki sèlman wè enterè pèsonèl yo, la nasyon mèt peri !

Jodi mèkredi a, 29 out la. senatè a t ap gen 82 zan. Sèkèy li pral repoze nan gwo sal nan mitan bilding Kongrè a nan Wachintonn, epi yo pral fè youn sèvis spesyal pou li nan Katedral nasyonal la nan kapital la. Yo di tou ke sèkèy la gen pou repoze nan bilding Kongrè Arizona a anvan yo antre avè l nan Anapolis, kapital Marilann (Annapolis, Maryland), kote li te diplome kòm ofisye naval, menm jan ak papa l epi granpè l, tou 2 te amiral. Se depi nan san li te militè naval. Tout bagay sa yo pral fèt ant jodi mèkredi a avèk samdi, lè pral gen gran deplwaman nan Wachintonn. *Paix à son âme !*

Ann pase bò lakay. Gen youn pawòl ki di « *chimen bouton se chimen maleng* ». Epi gen youn zanmi ki di m, « *Pa bliye, chimen maleng nan se chimen java!* » Mezanmi bouton an gen tan pete. Kivedi nou deja nan faz maleng nan. Sa pral depann de kisa mesye otorite lakay yo deside fè, paske sanble nou sou wout java a.

Asireman, nou konnen de kisa m ap pale. Se kòm si m ta di n se youn ti senèryen ki vin tounen youn mouvman k ap blayi kò l chak jou Bondye mete. Bagay la kòmanse nan madi ki te 14 out. Youn jèn Ayisyen nan Kanada, ekriven e Nèg ki konn fè film, Jilbè Miranbo jinyò (Gilbert Mirambeau jr.) di sa se twòp atò, bagay yo pa ka kontinye jan sa ap fèt la.

Msye gen youn enspirasyon ki pran l, la tou li ekri youn bagay li met sou *twitè* : ***#petwocaribe challenge.*** Epi msye bay entèvyou ki parèt nan *Miyami Eral (Miami Herald)* nan dat 23 out la, kivedi jedi pase, kote li esplike kijan li pa ka sipòte sa k ap fèt ann Ayiti a. Li pa ka kenbe ankò. Kijan nou konprann sa, li di : « *Se kòm si nou gen youn kouto anba gòj nou, epi nou ret ap gade gouvènman an san anyen pa fèt* ». Men sa pa ka kontinye konsa, mezanmi !

Antouka, mesaj la fè chemen l. De (2) jou pita, kivedi le 16 out, gen youn chantè ayisyen yo rele K-Lib, bon non l se Valkensi Desen (Valckensy Dessin), ki te wè *twit* Miranbo a. La tou, msye fè foto l avèk mesaj la li plake devan l : ***#petrocaribechallenge.*** Epi l mande pou lòt Ayisyen fè tankou l.

Selon deklarasyon li te fè bay Jaklin Chal (Jacqueline Charles) nan *Miyami Eral,* li di : *« PetwoKaribe a pa sèlman youn challenge* », kivedi youn defi, « *men se youn gwo mouvman san parèy kont koripsyon, kont tout pakèt lajan ki disparèt la* ». K-Lib gen swasante-en mil (61 000) fanatik k ap suiv li sou *twitè.* La tou, koze a pran lari, paske tout 61 mil fanatik li yo pinmpe mesaj la bay mounn toupatou.

O-o ! M te kwè mesaj la gen tan fè le tou di mond. Kounnye a se pa sèlman sou *Twitè,* men sou *WhatsApp, Facebook, Snapchat, Instagram, LinkedIn, Pinterest,* menm sou *Reddit ak Quora,* yo jwenn mesaj. Tou sa yo sou Entènèt la e Ayisyen toupatou konekte ak fanmi epi zanmi. Okontrè, gen youn òganizasyon ki suiv bagay sa a yo ki di ke plis pase 3 milyon mounn gen tan wè *twit* ***#petrocaribechallenge*** la.

M pa konnen konbyen nan lektè *Ayiti-Obsèvatè* yo ki pran mesaj rezo sosyo yo. Men m ka di nou selon sa m wè ak 2 grenn je m, mouvman an fin anvayi toupatou. Mwen pa wè ki fason pou otorite lakay yo fè kwak se swa pou yo detounen mouvman an. Menm lè yo soti pou enfiltre kèk manifestasyon pou kreye dezòd, swa-dizan ap kouri dèyè mounn ki pa fèt pou la. Se konsa nan manifestasyon ki te fèt vandredi pase a, 24 out la, devan bilding «*La Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif"* (CSC/CA), nan Pòtoprens la, yo te kouri dèyè kèk sitwayen yo di ki pa t fèt pou la. Move siyal ! Se tout mounn ki pou rantre nan won, se pa mouvman okenn gwoup spesyal ! Atansyon pou n pa pran nan move grenn k ap infiltre pou fè dezòd.

Antouka, mouvman an pran nan lari kote gwo ekrito parèt ak ***#petrocaribechallenge*** epi non plizyè Premye minis, minis, direktè jeneral, prezidan Mateli ak madanm ni e gason l Olivye, youn bann vòlè lajan PetwoKaribe la. Jwèt la make san, paske ou pa janm konnen kilè gwo kòlè pèp la ap monte l tout bon. Jan pawòl la di si nou rive jiske la, se « *A peine si les plus justes seront sauvés* ».

Sa k fè mwen di n jwèt la make san, se lè mwen wè Wilsonn Lalo (Wilson Laleau), chèf kabinè prezidan Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse), ansyen minis Finans sou Mateli, bay youn entèvyou dimanch 26 out la, nan televizyon *Tele Image,* nan Nouyòk. Mesye Lalo pase 46 minit 43 segnonn, dizon prèske 47 minit, ap esplike kijan li pa vrèman responsab pou lajan PetwoKaribe ki dekese. Se minis yo ki gen pwojè yo, ki konnen kijan kòb ki dekese a depanse.

Mwen p ap vin detaye anyen ban nou nan 47 minit la. Sèl sa m ap fè remake sè ke Mesye Lalo di ke ant 2008 e 2016, te gen youn milya 700 milyon dola ki te dekese nan kòb la selon lè nòm, jan sa dwe fèt. Kivedi plizyè minis te jwenn kòb pou yo te fè sèten travay. Alò, fòk minis sa yo vin bay esplikasyon. Asireman li gen non tout minis yo e ki kantite kòb ki te tonbe anba men chak. Ki kantite travay ki te fèt e konbyen ki pa t menm kòmanse, menm lè lajan te fin dekese. Lè noun pran chif Mesye Lalo e ke nou konpare l ak 3 milya 800 milyon dola k ap sikile deyò a sou kantite lajan ki disparèt, gen youn 2 milya 100 milyon ke l pa esplike. Ēske lajan sa a disparèt san kite tras ? Gen youn lòt bagay pou Mesye Lalo konsidere. Ēske li konpare chif akprezidan Moyiz ? Ēske msye te la lè prezidan an t ap prezante Premye minis li a, Mesye Jan-Anri Seyan (Jean-Henry Céant) bay nasyon an ? Nèspa vrè ke prezidan Moiyiz te di se 3 milya 600 milyon Fon PetwoKaribe la ki mal jere. Kidonk, gen 3 chif deyò a. M espere mesye yo pral ranje bouch yo pou yo bay bon jan esplikasyon lè Nèg ap parèt devan bon jan tribinal, petèt youn tribunal entènasyonal.

An palan de sa, mwen wè youn sitwayen ki bay youn bon konsèy. Li di fòk mesye k ap pouse kesyon PetwoKaribe la lakay ta ranje pou fè tradiksyon youn bon pati nan dokiman yo ann angle. Dayè, li ofri sèvis li pou ede ak tradiksyon an. Youn fwa dokiman yo tradui, se pou yo kontakte otorite Ozeta-Zini ki ka bay youn kout men nan kesyon an. Fòk mesye yo pa kenbe dosye a ann Ayiti sèlman, paske anpil nan kòb PetwoKarib la ap dodomeya nan sèten bank Ozeta-Zini ak nan lòt peyi tou. Fòk yo pran sa oserye. Deja ***#petrocaribechallenge*** fin entènasyolize dosye a, se annik suiv menm wout la.

Nan tout pale anpil m tande sou kesyon PetwoKaribe la, gen youn videyo mwen wè nan fen semèn nan ki ban m anpil a reflechi. Asireman, videyo sa a te pase lontan de sa, men m te bliye l, kòm anpil nan nou ka bliye l tou. Vwala ke Mateli Swit Mimi, ki t ap bay youn konsè nan HENFRASA, nou sonje ? Epi msye te lage l nan di betiz kont Ti Lili, pawòl sal mwen pa ka ekri la a. Msye te di byen klè kote li te met lajan PetwoKaribe pa l la : « Nan *Best Western,* nan *Marriott,* nan *El Rancho* », etsetera. Epi anvan sa, li te deja di ke li konnen gen anpil gagòt ki te fèt nan lajan PetwoKaribe la. Vrèman, mwen pa wè pouki rezon msye pa deja anba kòd, jan pèp la ap mande nan mouvman ***#petrocaribechallenge*** la.

M ap kite nou la a, men pou mounn Monreyal, nan Kanada, m ap fè yo konnen ke vandredi premye septanm nan, aprè d men, manifestasyon an se devan Konsila Ayisyen an : Vin ak tout pankat nou : ***KOT KÒB PETWO KARIBE A***. Pou plis enfòmasyon, rele nimewo sa a : 509-4823-9011.

Grenn Pwonmennen
29 out, 2018

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

Frantz
Photo & Video Studio
Over 35 Years of servicing the community!
Satisfaction Guaranteed
Phone: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 Franklin Ave. (Bet. Union & President)
FrantzStudio.com

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:58 AM Page 7

LE COIN DE L'HISTOIRE

L'Obscurantisme en Haïti

Par Charles Dupuy

Après le pain, l'instruction est le premier besoin du peuple (Danton).

En 1950, pour la première fois de son histoire, Haïti organisait un recensement général et systématique de sa population. Les deux révélations qui étonneront le plus à la sortie de ces statistiques c'était d'abord que la République d'Haïti, avec ses quatre millions d'habitants, affichait une des plus fortes densités de population du monde occidental et qu'ensuite elle comptait 89,5 % d'analphabètes, un record mondial. (Disons ici que le recensement de 1950 fut organisé par un fonctionnaire haïtien, le major Robert Bazile, lequel s'exila aux États-Unis en 1961 où il travailla au Bureau des Statistiques de l'OEA, jusqu'à mort survenue en 2009, à Washington).

Comment expliquer un taux d'analphabétisme aussi phénoménal dans la Perle des Antilles, sinon que par l'incurie des responsables politiques qui tous, sauf quelques rares exceptions, ont toujours placé leurs priorités ailleurs que dans l'instruction publique. En Haïti, en effet, l'éducation n'est pas considérée comme un facteur de croissance, un outil de progrès capable de réduire la pauvreté et les inégalités, mais plutôt comme une menace politique pour le pouvoir en place.

Jean-Jacques Dessalines : Après la déclaration de l'indépendance, presque toutes les ressources du pays furent consacrées à la défense du territoire. Dessalines établira donc un tribunal de paix dans chaque commune, un tribunal civil et une école publique dans chacune des quatre divisions militaires de l'Empire. À l'époque, le pays vivait en état de siège et l'économie de guerre faisait en sorte que l'Armée recevait la plus large part des ressources nationales.

Henri Christophe : Au rebours des autres chefs d'État haïtiens, Christophe ne fut pas du tout un obscurantiste. Au contraire. Il adresse des félicitations à l'abbé Grégoire, entretient une correspondance avec les philosophes anglais Clarkson et Wilberforce, alors que les professeurs de Cambridge, qui visiteront son royaume, s'étonnaient de la bonne tenue des écoles publiques. Il attira en Haïti six instituteurs anglais des écoles lancastériennes et leur procura tout ce qu'ils réclameront pour assurer le succès de leur mission. Selon Vergniaud Leconte, l'anglais était l'instrument intellectuel de ces établissements dont le dernier resta en fonction jusque sous la présidence de Boyer. Nord Alexis aura été le plus illustre de ces élèves formés selon la méthode lancastérienne. Des pasteurs anglicans dirigeaient le Collège royal et une Académie (université). On ouvre un conservatoire de musique et un collège de jeunes filles, tandis qu'à l'Académie royale des arts, le peintre anglais Richard Evans formait les jeunes artistes. La vie culturelle était brillante et animée. On édite les travaux de Vastey, de Chanlatte, d'Hugonin, de Prévost, on publie un journal, La Gazette Royale, des livres, et aussi un bottin administratif, *L'Almanach Royal*. On construit (en quarante jours, selon la tradition !) un grand théâtre (devenu aujourd'hui la loge maçonnique L'Haïtienne No 6) où des troupes de comédiens amateurs montent des pièces classiques, des opérettes et des comédies créoles.

Alexandre Pétion : En 1816, Pétion fondait une école de garçons, qui sera connue, par la suite comme le Lycée Pétion, qu'un professeur français, M. Balette, dirigera selon le modèle des lycées français. Une Anglaise, Mme Drury, administrait le pensionnat des jeunes filles pendant que des wesleyens fondaient une de ces écoles lancastériennes très en vogue à l'époque. Pétion dote son lycée d'un laboratoire de sciences et impose au programme la lecture de son livre de chevet, *Les aventures de Télémaque*. Il confiera enfin la direction de son école d'art à un peintre français, maître Barincourt.

Jean-Pierre Boyer : Le règne de Boyer sera celui de l'inculture et de l'obscurantisme. Boyer, qui professait que les « *améliorations sont l'œuvre du temps* », ferma systématiquement toutes les écoles du pays. Tout le système éducatif mis en place par Christophe fut mis en pièces et aucune des institutions d'enseignement qu'il avait fondées ne survécut, pas même l'Académie Royale qu'il transforma en casernes pour ses soldats et en écuries pour leurs chevaux. Dans la foulée, et sous prétexte qu'elle lui coûtait trop cher, Boyer osa fermer la vénérable université de Santo-Domingo, la plus ancienne du continent américain, pour la remplacer par une petite école primaire. À Port-au-Prince, seuls le lycée Pétion et une école privée, l'Institution Covin, furent tolérés. L'instruction des masses se trouva négligée parce que les dirigeants de l'époque étaient persuadés que la diffusion de l'instruction parmi les classes populaires représentait une menace pour l'ordre social. D'un caractère buté et autoritaire, Boyer révoquait sans état d'âme les fonctionnaires aux idées libérales ou à « *l'esprit novateur* », comme il disait, emprisonnait tous les opposants qui osaient lui reprocher son absence d'ouverture, son manque d'initiative et l'immobilisme de son administration.

Bien qu'Haïti, en 1874, devançant de grandes puissances comme la France ou les États-Unis, instituât officiellement la gratuité scolaire, tous les gouvernements observeront à des degrés divers, le même anti-intellectualisme hargneux, la même attitude régressive que Boyer. Ce dernier ne faisait qu'introduire une tradition à laquelle, hélas, aucune administration haïtienne ne dérogera par la suite. En effet, d'un exercice financier à l'autre, sous prétexte de contraintes budgétaires, les enveloppes allouées à l'Armée seront toujours supérieures, dépasseront jusqu'à dix fois, ou même plus, les montants consacrés à l'enseignement. Percevant les écoles comme des nids de mécontents, les dirigeants haïtiens n'en ouvriront qu'avec la plus rigoureuse parcimonie. On ne peut expliquer autrement les trop lents progrès de l'éducation publique dans le pays, les taux scandaleusement bas de scolarisation et l'analphabétisme généralisé de la population. (À suivre).

coindelhistoire@gmail.com Achetez les livres en

AVIS AUX LECTEURS

Les lecteurs sont avisés qu'il n'y aura pas une édition du journal, à la date du 5-12 septembre 2018. Le personnel sera en congé, à l'occasion du Labor Day, le 5 septembre. La prochaine édition portera la date du 5-19 septembre 2018. Nous profitons de l'occasion pour souhaiter Heureux Labor Day à tous.

APARTEMENT À LOUER/ APPARTMENT FOR RENT

3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable. Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

PROPRI T ¸ VENDRE
¸ PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

NE PERMETTEZ PAS QUE LES IMPÔTS, LES FRAIS DE CONSOMMATION D'EAU OU DE RÉPARATION VOUS CRÉENT DES PROBLÈMES AVEC VOTRE MAISON.

Si vous devez des impôts immobiliers, des frais de consommation d'eau, d'égouts, de réparation d'urgence ou d'autres dépenses liées à la propriété, il est possible que la ville de New York vende le droit de rétention sur votre propriété.

Les personnes âgées, handicapées et les propriétaires qui sont des vétérans peuvent être qualifiés pour dégrèvement d'impôts, mais ils doivent faire la demande.

Composez le 311 pour faire la demande, ou bien pour déterminer si votre maison se trouve sur la liste des propriétés dont le droit de rétention est en vente. Vous pouvez aussi rechercher votre propriété sur la liste en visitant le site : nyc.gov/liensale.

Ne tardez pas. Répondez aujourd'hui.

NYC | Department of Finance | Department of Environmental Protection | Department of Housing Preservation and Development

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:58 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!

We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctoronthegp.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics

Kèlkeswa kote ou soti.
Ou lakay ou.

Fè yon IDNYC. Avèk yon kat idantite gratis nan NYC, nou ka eksplore tout vil la ansèmm. Al chèche pitit ou lekòl, gade dosye vaksen ou sou entènèt, epi prete liv nan bibliyotèk prive ou. Se kàt sa a ki louvri tout pòt nan tout vil la.

Tout rezidan Vil New York ki gen 14 zan oswa plis kalifye pou aplike.
Rele 311 oswa ale sou nyc.gov/idnyc

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:58 AM Page 9

REGARD DE LA FENÊTRE

Suite de la page 3

tration », voilà ce qu´avance le président de la chambre basse, Gary Bodeau, dans son discours, alors qu'il est lui-même suspect de porter le flambeau en faveur du gouvernement corrompu. N'-est-il pas une transfuge du régime au pouvoir, membre élu et choix du Parti Bouclier, la formation politique de la présidence?

La petite revanche. Quand les manifestants du mouvement PetroCaribeChallenge s'en prennent, devant les caméras, à certains personnages de la scène politique haïtienne, lors de leur manifestations du 24 août, nous y voyons une petite revanche. Un attitude flagrante du renvoi des éléments en qui ils n'ont plus confiance. Ces derniers ne sont pas les bienvenus. Que viennent-ils faire là en se présentant au rassemblement PetroChallence ? Veulent-ils infiltrer le mouvement ou se l´approprier ?

On lit dans la presse que Éric Jean-Baptiste, récemment élu secrétaire général du Regroupement des démocrates nationaux (RDNP), la formation politique créée par le défunt professeur Leslie F. Manigat,ce personnage calme et prospère, ex- candidat malheureux à la présidence, celui qui porte le sort du peuple en émissions-vente de billets de loterie-« *bòlèt* » comme une réponse mystique aux rêves des plus démunies de vie meilleure. Celui qui voit en son métier de vendeur de rêve un « *business comme un autre* »…

Arnel Bélizaire, 'ex-parlementaire, le fort en gueule, qui a pourtant confronté Michel Martelly alors qu'il était parlementaire; qui a été le principal investigateur des premiers moments de l'enquête PetroCaribe entreprise par le sénateur Youri Latortue, et qui, ces jours derniers, s'en est pris ouvertement, lors d'une émission de radio, à Guyler C. Delva, journaliste de son état, actuellement fortement contesté, et qui a même été agressé, à cause de son engagement dans la défendre les décisions gouvernementales, de la présidence et de Jovenel Moïse.

Les mouvements alternatifs du consensus sans leader n'en est qu'à son début. Les indignés, ces occupants la place publique, Plaza Mayor, en 2011, à Madrid, montrent la voie à suivre.

Quelques extraits d'un article sur le site web North Star qui définit les contours de ce mouvement de la gauche populaire :

« *C'était en gros l'équivalent espagnol du mouvement Occupy Wall Street. Il a pris son nom le 15 mai 2011, lorsque les jeunes Espagnols ont déferlé dans les rues et ont occupé des espaces publics dans cinquante-huit villes du pays.* « *La raison principale était le chômage qui, alors, était officiellement à 21,3 %. Au cœur de son programme, la certitude que le système bipartisan était en faillite.*

« *Comme ce fut le cas avec le mouvement Occupy Wall Street, aux Etats- Unis, certains dirigeants du mouvement du 15 mai avaient une '' orientation horizontaliste '' qui empêchait la politique électorale, position compréhensible, compte tenu de l'échec du système bipartite.*

« *L'accent était mis sur la prise de décision par consensus sous contrôle local avec des actions directes destinées à forcer le gouvernement à garantir les besoins des gens.*

« *Tout naturellement, le mouvement du 15 hésitait à s'aligner sur les vieux partis de gauche, considérés comme complices d'un système corrompu.*

Compte tenu de la gravité de la crise économique, en Espagne, le mouvement s'est étendu et a impliqué une proportion plus grande de la population que le mouvement Occupy, aux Etats-Unis.

« *C'est son caractère massif qui a créé le pouvoir social ayant rendu possible (le parti) Podemos. Parmi les millions de personnes qui ont participé aux occupations et aux manifestations, il est douteux que beaucoup se soient considérés comme disciples de Mikhaïl Bakounine ou de Karl Marx. Ce qu'ils cherchaient était une alternative sérieuse à l'impasse susceptible d'infléchir des mesures radicales pour remédier à leur situation désespérée* ».

Partis politiques. Le mouvement Petrochallenge: On veut y croire, on a besoin d'y croire ! Il est certain que ce mouvement répond à la faiblesse des partis politiques en place. Il arrive souvent que les partis politiques, dont le financement n'est pas autonome mais dépend strictement de la bonne volonté de la présidence et de leurs puissants protecteurs des milieux des affaires s´acoquinent avec le pouvoir, — quel´que soit son excès — pour répondre au vieux dicton qui dit : quand on n'est pas à la table on ne peut se servir. Il est bon de croire que de ce mouvement PetroChallenge émergera

ra un nouveau parti en adéquation avec la conjoncture, ajusté aux revendications prioritaires du pays.

Le contexte actuel

Un regard croisé entre le mouvement PetroChallenge, qui marque fortement les consciences et présente des alternatives; néanmoins, il semble important d'-observer les derniers événements sur le terrain. Un Premier ministre nommé par le président Jovenel Moïse en consensus avec les deux présidents du Parlement, le notaire Jean-Henry Céant est en instance d'être ratifié — ou non —, par les membres des deux Chambres du Parlement sur la base de son programme politique.

Toutefois, même en cas de ratification l´avenir est encore imprévisible. Le chef de gouvernement nommé, Céant, devra faire face à de nombreux défis. Saura-t-il se libérer des contraintes et des exigences du président qui l'a désigné pour être son Premier ministre ?

Faudra-t-il encore à la population trouver les moyens d'obliger à la restructuration réclamée par les victimes, les révoltés, les indignés ?

Mais, n'est-il pas surprenant d'apprendre qu'un nouveau scandale est dénoncé par le Nouvelliste du 21 août 2018 ?

Il s´agit d´une commande contractuelle non validée, qui a été placée auprès d'une firme allemande du nom de Dermalog. Un versement est bel et bien déjà effectué, soit USD8,2 millions $ sur $ 27 millions (vingt sept millions). Cette firme devrait se charger de la fabrication de cartes électorales, alors que l'ONI a été démantelé.

Voilà une épée de Damoclès suspendue sur la tête du prochain Premier ministre, une menace suffisante pour déstabiliser sa politique.

La manipulation des cartes électorales, n´a-t-elle pas été un instrument majeure de fraude électorale, dans un passé récent ? La jeunesse marche et chante que c'en est assez...Une chose est certaine : le défi du peuple aux dirigeants ne manquera pas de se faire entendre !

M.M.

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:58 AM Page 10

ÉDITORIAL

Ratification de Jean Henry Céant : La balle est dans le camp du Parlement

On ne saurait trop élaborer sur le cas de Jean Henry Céant, candidat à la ratification du Parlement pour prendre charge de la Primature. Devenu Premier ministre nommé par le président Jovenel Moïse, tel que prescrit par la Constitution, il a eu le temps de soumettre ses documents à l'appréciation des sénateurs et des députés. D'ores et déjà, des informations diffusées dans la presse et les media sociaux font croire qu'il aurait le temps de trouver une majorité dans les deux Chambres pour obtenir un vote de confiance. Dans la mesure où une telle affirmation se révèle bien fondée, nos parlementaires doivent assumer la responsabilité d'ouvrir la porte de la primature au pire candidat pour piloter le gouvernement.

D'aucuns seraient tentés de s'en prendre à *Haïti-Observateur* en l'accusant de se montrer trop pointilleux par rapport au choix de Me Céant comme Premier ministre. Mais on ne doit pas perdre de vue, qu'après le drame administratif que représentent les administrations *tèt kale* de Martelly-Lamothe et de Martelly-Paul suivi de la gestion calamiteuse de l'équipe Moïse-Lafontant, la nation exige une rupture totale avec ces dirigeants qui ont fait tant de torts au pays.

Après les scandales à répétition dénoncés sous ces récentes administrations, la nation est en droit de doter le pays d'une nouvelle génération de leaders qui sauront lui épargner les traumatismes sociopolitiques dont l'affaire PetroCaribe constitue le symbole tragique. Autant dire, les Haïtiens attendent des dirigeants qu'ils ont choisis pour prendre des décisions en leur nom — et pour eux — qu'ils fuissent comme la peste tout candidat à la haute fonction de chef de gouvernement lié de près ou de loin à la corruption.

En ce sens, Jean Henry Céant est loin d'être ce modèle de Premier ministre qu'attend Haïti. Et les parlementaires haïtiens, qui sont supposés appartenir à cette catégorie d'hommes d'État intègres, doués de savoir-faire et respectueux de la Constitution et des lois, n'ont pas besoin de se laisser faire la leçon pour savoir quelle décision prendre dans le cas de Céant. Mais sachant que les choix d'une bonne partie de nos députés et sénateurs s'inspirent des consignes de leurs bailleurs de fonds pataugeant dans la corruption et faisant carrière dans des activités illicites, on ne doit s'attendre avec certitude à ce que nos parlementaires votent indépendamment de leurs « patrons ».

En tout état de cause, nous avons l'obligation de marteler la cervelle de nos députés et sénateurs, dans l'espoir qu'ils fassent un dépassement de soi et prennent la décision de sagesse et digne au nom de leurs mandants.

Dans la mesure où nous nous soucions hautement de voir lancées les réformes nécessaires et Haïti engagé immédiatement et résolument dans la voie de la régénérescence, du progrès et du développement durable, nous persistons à attirer l'attention des parlementaires sur ce qui rend Jean Henry Céant inapte à occuper la fonction de Premier ministre.

En effet, dans sa pratique professionnelle, ce notaire donne systématiquement dans la corruption. Si bien que cela devient une seconde nature chez lui. Pour commencer, Me Céant a attiré l'attention sur lui, suite à ses relations occultes avec l'ex-président Aristide, après le retour de ce dernier d'exil de Washington derrière 20 000 soldats américains.

Certes, dans le rapport de l'Unité centrale de référence fiscale (UCREF) de 2004 sur les méfaits financiers de ce dernier, des paiements pour des raisons non explicitées étaient faits à l'ordre du notaire Céant, non par Aristide lui-même, mais par des proches de l'ex-prêtre-président. Trois chèques, dont un pour USD 40 000,00 $, un second pour USD 600 000,00 $, et un troisième exprimé en gourdes pour 500 440 gourdes, ont été faits au nom de Me Jean Henry Céant. Tirés sur les dépôts à terme (DAT) de « Se pa n Provisions Alimentaires » et «Quisqueya Store », entreprises dont les responsables sont des proches de M. Aristide, ces chèques ont été négociés sur les comptes en banque du notaire domiciliés respectivement à la Banque nationale de crédit (BNC), à la UNIBANK et à la Socabank.

En ce qui a trait aux transactions relatives au notaire Céant, une requête a été adressée au doyen du Tribunal de première instance de Port-au-Prince, dans le but d'obtenir « *toutes expéditions d'actes, le cas échéant, et toutes informations généralement quelconques relatives à ces valeurs susmentionnées* ». Mais aucune suite n'a été donnée à cette sollicitation. Au bout du compte, aucune explication sur les raisons du versement de près de USD 1 million $ à Jean Henry Céant par les propriétaires de *Se pa n Provisions Alimentaires* et *Quisqueya Store.* L'analyse des transactions menées par plusieurs entreprises liées à la Fondation Aristide par l'UCREF a permis à cette institution de conclure que les sommes manipulées par *Se pa m Provisions Alimentaires, Quisqueya Store* et les autres commerces proches de l'ancien prêtre de Saint Jean Bosco sont d'origine occultes, donc relèvent d'activités illicites, sinon illégales, auxquelles ont été mêlé le Premier ministre choisi. Voilà des activités de M. Céant qui devraient être examinées à la loupe de manière approfondie par les parlementaires.

D'autre part, dans le cadre de l'opération d'expropriation menée par le gouvernement Martelly, en vue de la démolition de maisons au centre-ville pour faire place à la construction de complexes administratifs, il y a encore de quoi attirer l'attention sur M. Céant. Avec l'avocat Michel Présumé, le notaire Jean Henry Céant avait en sa possession USD 40 millions $ du fonds PetroCaribe pour compenser les personnes expropriées. On sait que cette opération avait pris une allure scélérate, ayant donné très peu de temps aux familles déplacées pour se relocaliser; ou imposant une compensation insuffisante à certains propriétaires insatisfaits; et le gouvernement n'ayant pas mené une campagne de sensibilisation au bénéfice des propriétaires dépouillés de leurs biens dont ils avaient la jouissance depuis des générations. Vu les conditions dans lesquelles s'étaient opérées les déguerpissements, certaines gens l'assimilaient, avec raisons, à une décision criminelle, ni plus, ni moins.

Bien que Jean Henry Céant, défendant son rôle, en tant que notaire, dans cette activité, dans son intervention de défense, dans *Le Nouvelliste* du 23 juin 2014, qualifie le processus de démolition de « *catastrophe* », une « *horreur* » et une « *irresponsabilité* » de l'État, il ne peut s'empêcher d'avoir été partie prenante d'une entreprise criminelle.

D'un autre côté, Jean Henry Céant a la responsabilité de faire une reddition de comptes. Car, avec les USD 40 millions $ dont il avait la gestion, il devient carrément ordonnateur de fonds publics. Dès lors, il lui incombe la responsabilité d'indiquer comment ont été dépensés ces fonds dont il avait la charge d'administrer. Et du même coup, il doit obtenir décharge pour que sa candidature soit qualifiée pour la fonction de Premier ministre.

Nous avons déjà signalé les nombreuses plaintes déposées contre le notaire Céant par des clients l'accusant d'avoir « *volé* » leurs terres. Sous ce même chapitre, au début de l'année, des paysans de Grand-Goâve étaient sur le point de l'attaquer physiquement quand il a pris la fuite, accompagné des membres de sa sécurité qui s'empressaient de fuir la zone en trombe avec les agresseurs aux trousses du notaire.

Il y a de quoi s'interroger sérieusement sur la vie professionnelle de Me Céant. Si les parlementaires trouvent en lui un gestionnaire à l'abri de tout soupçon, c'est qu'ils ne tirent aucune leçon de la révolte en cours pour demander des comptes de l'usage du fonds PetroCaribe. Puisqu'il s'agit d'une campagne nationale ayant pris une allure globale contre l'impunité et la corruption généralisée. Si, au lieu de se racheter, nos parlementaires persistent à décider contre les intérêts de la nation, ils auront vraiment entraîné sur eux l'ultime colère d'un peuple haïtien à bout de patience, et qui ne va point tolérer un énième mauvais coup. Point n'est besoin d'hésiter à dire que la balle est bel et bien dans le camp des deux Chambres législatives. Et le vieil adage s'applique en la circonstance : « *Un homme averti en vaut deux !* »

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série élaye
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 Ik Avenue Faidherbe, Bt B Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat bancaire

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:58 AM Page 11

EDITORIAL

Concerning Jean Henry Céant's ratification, the ball is in Parliament's court

There's no way saying too much about the case of Jean Henry Céant, candidate for ratification by Parliament to take charge of the Prime Minister's Office. Having been appointed Prime Minister by President Jovenel Moïse, as constitutionally mandated, he has submitted his documents to Parliament, both to the Senate and the Lower House, and is awaiting their decision. Based on information from some press organs as well as from social media, apparently he would have found a majority in both Houses, thus he will obtain a vote of confidence. Granted the information is well founded, the parliamentarians will assume the responsibility of opening the door to that high office to the worst candidate to lead the government.

Some would be tempted to disparage *Haiti-Observateur,* accusing us of being too picky regarding the choice of Mr. Céant as Prime Minister. But we must not lose sight of the current situation resulting from deleterious actions by the *"Bald Headed"* administrations in the past seven years. There's the administrative drama of the Martelly-Lamothe and Martelly-Paul administrations, followed by the calamitous management of the Moïse-Lafontant team. In that light, the citizens demand a total break from those leaders who have caused so much harm to the country.

Considering a series of scandals under those recent administrations, the nation is entitled to new leadership. The people must be spared the socio-political traumas of which the PetroCaribe affair is the tragic symbol. In other words, Haitians expect their chosen leaders to be mindful of the citizens' interests in making their decisions. And that calls for distancing themselves from the plague, because that's the only way to describe certain individuals tapped for senior government positions. Anyone linked in any way to corruption should be anathema.

In this sense, Jean Henry Céant is far from being the model Prime Minister that Haiti needs. One would expect that some Haitian parliamentarians are attuned to higher standards of integrity and are respectful of the Constitution and the laws. Indeed, they shouldn't be lectured about what to do in Céant's case. Unfortunately, many of our Deputies (Congressmen) and Senators are beholden to their financial backers, most of whom are steeped in corruption and involved in illicit activities. In deference to their "bosses," many parliamentarians won't be voting independently.

Nevertheless, we can't cringe from hammering the truth, hoping that the parliamentarians will use their brainpower for good. They could even surprise themselves by making a wise and dignified decision on behalf of their constituents.

Our only concern is to see that needed reforms be launched in Haiti so that the country may immediately and resolutely take the path that will lead to regeneration, progress and sustainable development. To that end, we persist in drawing the attention of the parliamentarians to reasons that make Jean Henry Céant unfit to hold the post of Prime Minister.

In his professional practice, this public notary systematically engaged in corruption. It's like second nature to him. To begin, Me Céant drew attention on himself following his occult relations with former President Aristide, when the latter returned from exile in Washington under the protection of 20 000 American soldiers.

In a 2004 report by the Central Fiscal Reference Unit (French acronym UCREF,) the government's watchdog unit, about Mr. Aristide's financial misdeeds, there are revelations about Mr. Céant. Payments for unexplained reasons were made to his order, not by Aristide himself, but by friends of the former priest-president. Three checks, one for $40,000.-00, a second for $ 600,000.00, and a third in local currency for 500,440.-00 gourdes, were made payable to Me. Jean Henry Céant. These checks were drawn on term deposits accounts (DAT) in the name of "*Se pa n Provisions Alimentaires*" and "*Quisqueya Store,*" enterprises whose managers/owners were close to Mr Aristide. Those checks were negotiated on the notary's bank accounts, respectively at the Banque Nationale de Crédit (BNC,) UNIBANK and Socabank.

Concerning the transactions related to Notary Céant, a request was addressed to the dean of the Port-au-Prince Court of First Instance seeking "*any dispatches of documents, if any, and any information whatsoever relating to the above-mentioned amounts.*" But no action was taken on that request. In the end, no explanation was given as to why the owners of *Se pa n Provisions Alimentaires* and *Quisqueya Store* paid nearly $1 million to Jean Henry Céant.

In its analysis of the transactions carried out by several businesses linked to the Aristide Foundation, UCREF concluded that the sums handled by *Se pa n Provisions Alimentaires, Quisqueya Store* and other businesses close to the former priest of Saint Jean Bosco are of occult origin and, therefore, belong to illegal actions in which the chosen Prime Minister was involved. These activities of Mr. Céant should be closely scrutinized by the parliamentarians.

There's something else that should be looked at. That has to do with the expropriation operation carried out by the Martelly government, when houses in downtown Port-au-Prince were being demolished to make way for the construction of administrative complexes. Together with lawyer Michel Présumé, Notary Jean Henry Céant had in his possession $40 million from the PetroCaribe Fund, ostensibly to compensate the expropriated property owners. Reportedly, that operation took a villainous turn, as displaced families were not given enough time to relocate. There were accusations of insufficient compensation, as expressed by dissatisfied property owners. Moreover, the government had failed to conduct an awareness campaign to address the complaints of those who had been stripped of properties they had enjoyed for generations. Given the conditions in which the evictions had taken place, the whole operation was popularly dubbed a criminal decision.

Defending his role of notary public in the affair, Jean Henry Céant was quoted in *Le Nouvelliste* of June 23, 2014, describing the demolition process a *"catastrophe,"* a *"horror"* and *"irresponsibility"* on the part of the State. Yet, there's no way escaping that he played a major role in that criminal enterprise.

On the other hand, Jean Henry Céant must account for the $40 million from the PetroCaribe Fund for which he was responsible. In that capacity, he became an authorized State official subject to certain regulations. Therefore, it's his responsibility to indicate how those funds were spent. And, as required for officials who handle State funds, he must obtain *"discharge,"* the good governance certificate, before he may be qualified for the post of Prime Minister.

Already, we have reported about the numerous complaints filed against Notary Céant by clients who have accused him of "stealing" their land. In that same vein, earlier this year, peasants in Grand-Goâve were seen as they were about to physically attack Mr. Céant when he had to flee, accompanied by members of his security who whisked him away, with the aggressors in pursuit.

These acts raise serious questions about Me Céant's professional life. The parliamentarians can't say they aren't aware of all that hangs over the candidate's head. As if they're in another planet and don't know about the ongoing revolt against the spenders of the PetroCaribe Fund! Don't they know that what's going on is a comprehensive national campaign against impunity and widespread corruption? As it is, the parliamentarians may be playing their last card. If, instead of redeeming themselves, they persist in deciding against the interests of the nation, they will have truly brought upon themselves the wrath of the Haitian people. For, the citizens are running out of patience and won't tolerate yet another bad blow. Indeed, the ball is in the court of both legislative chambers. And as the saying goes, ***"A word to the wise is sufficient!"***

HAITI OBSERVATEUR
Lè manko gid, pèp la gave

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:58 AM Page 12

Mort tragique du docteur et ex-ministre de la Santé publique Michaëlle Amédée Gédéon

AUTRES RAISONS D'EXIGER QUE LUMIÈRE SOIT FAITE SUR PETROCARIBE

Suite de la page 1

revenant de Jérémie, dans le sud-ouest. Sa mort tragique soulève l'indignation, non seulement dans le secteur médical, mais encore au sein de la population toute entière, car elle rappelle combien vulnérables sont les citoyens face à la carence de centres hospitaliers équipés pour traiter les traumas ayant eu raison d'elle.

Le véhicule à bord duquel se trouvait la victime a été heurté de plein fouet par un autre. Grièvement blessée, Mme Amédée Gédéon a été transporté d'urgence à l'hôpital général des Cayes où elle n'a pu bénéficier de soins que nécessitait son état. D'où la décision de la transporter par hélicoptère à Port-au-Prince. Mais les conditions météorologiques ayant rendu ce projet impossible, sa famille a été contrainte d'utiliser le transport par voie terrestre. Arrivée à l'hôpital Bernard Mevs, à Port-au-Prince, des heures après l'accident, c'était trop tard de l'arracher à la mort.

Nous présentons nos condoléances à la famille de la victime, à ses amis, ainsi qu'à ses collègues de la corporation médicale affligés, en cette circonstance.

Un système de santé traité en parent pauvre

Un pays dont le gouvernement n'a aucun sens des priorités, le système de santé est traité en parent pauvre, surtout en matière d'investissement dans les équipements et technologies capables d'améliorer les services aux patients. Avec un pourcentage de 5,5 % alloué à ce secteur dans le budget 2017-2018, dont 4,9 % sont destinés au personnel et 0,5 % aux biens et service, on comprend bien pourquoi les hôpitaux du pays ne sont pas adéquatement équipés, laissant les demandeurs de service dans ce secteur l'obligation d'aller se soigner à l'étranger. Ceux qui n'ont pas les moyens de se faire transporter à Miami, aux États-Unis, à Santo Domingo, ou à La Havane, Cuba, pour avoir accès à des soins de qualité et appropriés, sont à la merci du destin. Cela veut dire que seuls les nantis ou ceux bénéficiant d'avantages exclusifs qu'ils se sont octroyés dans l'opacité totale, tels que les parlementaires et les membres de l'Exécutif ou les proches du pouvoir, ont les possibilités d'aller se faire soigner à l'étranger. Autrement dit, les femmes et hommes du pouvoir ne seront jamais enclins ni à changer de politique, encore moins à cautionner la campagne pour que soit faite la lumière sur l'usage du fonds PetroCaribe; et à œuvrer pour poursuivre les voleurs et obtenir la restitution des USD 3,8 milliards escamotés.

Rappelons, à cet égard, que le sénateur Nawoom Marcellus, victime d'une crise cérébrale en pleine séance, au Sénat, le mardi 20 mars 2018, fut, dans un premier temps, transporté d'urgence à l'hôpital Bernard Mevs, à Port-au-Prince. Dans un second temps, le lendemain même, il devait être embarqué à destination de Miami pour recevoir des soins qu'il ne pouvait obtenir sur place au Jackson Memorial Hospital. Le Parlement prit à son compte le coût du transport et des soins médicaux du sénateur Marcellus, qu'on sait de grande taille, mais sans jamais divulguer d'information le concernant. D'ailleurs ni les parents de Marcellus ni le Parlement n'a communiqué à la nation un bulletin de nouvelle sur sa condition. Comme c'est la pratique dans les pays dotés de bonne gouvernance. Car, jugent-ils, le peuple n'est pas concerné par la condition de cet élu du peuple.

De toute évidence, tout le temps que les hommes du pouvoir et les nantis de la société haïtienne ont les possibilités de se faire soigner à l'étranger, ils n'ont aucun intérêt à doter le système de santé national de moyens et techniques modernes pour prodiguer des soins de qualité à tous les citoyens.

Un système quasiment dysfonctionnel

C'est donc un système quasiment dysfonctionnel dont dépend le pays pour subvenir aux besoins des Haïtiens en matière de santé. À la lumière des conditions prévalant dans les installations médicales nationales, la sécurité des patients reste au compte du hasard et à la chance. Car, en sus d'être sujet à contracter des aux maladies, les patients sont exposés à toutes sortes de risques.

En effet, celui qui tombe malade en Haïti, sans disposer de ressources pour se faire transporter d'urgence à l'étranger, le cas échant, il ne lui reste que la prière pour déterminer un sort heureux en sa faveur. Puisque, avec un transport par ambulance qui laisse à désirer, aucun patient ne peut avoir la certitude d'arriver à un centre hospitalier à temps pour recevoir des soins d'urgence ou à long terme. Le calvaire du patient commence avec le service des ambulanciers qui n'est pas toujours fiable pour des raisons différentes. Quand on arrive à trouver un véhicule disponible, il y a de fortes chances qu'il ne peut être immédiatement utilisable, car manquant d'un pneu, rendu inopérant faute d'une panne qui remonte à plusieurs semaines, ou encore indisponibilité de carburant, quant ce n'est pas les ambulanciers eux-mêmes qui manquent pour effectuer le déplacement.

Ce premier inconvénient derrière lui, le patient, qui vient d'arriver au centre hospitalier, est embarqué dans une civière sur laquelle est déposé un matelas en éponge sans couverture et parquée dans un coin attendant son tour d'être soigné. À l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH), souvent victime de coupure d'électricité on peut imaginer le calvaire enduré par les parents des patients obligés d'attendre leur tour de recevoir des soins.

Ceux qui ont, par l'entremise des élections ou nomination, accédé aux pouvoirs, pour gérer les affaires des citoyens et superviser, dans la transparence, le juste partage des ressources, s'en sont appropriées de manière exclusive, envoyant la grande majorité des citoyens à la balançoire. Aussi, les parlementaires, de connivence avec l'Exécutif, se sont-ils emparés de la grosse part du budget, laissant des miettes insignifiantes à leurs mandants. Jouissant de l'impunité absolue, dans un pays dont les citoyens affichent une patience révoltante, ces voleurs de grand chemin au pouvoir ne changeront pas leur train de vie de si tôt. À moins qu'ils voient la nation recourir «*aux grands moyens* » pour demander des comptes.

Comme conséquence de l'abandon du système de santé du pays, se manifestant dans le sous-investissement dans les différentes spécialités et services dans les hôpitaux, les demandeurs de soins sont abandonnés à eux-mêmes, y compris des femmes qui sont en train d'accoucher.

L'histoire d'une femme qui commençait à avoir des contractions attire l'attention. Transportée, en compagnie de son marie, à l'hôpital d'OFATMA, à Chancerelles, elle était sur le point d'accoucher quand elle y arriva. Le personnel devait informer le couple qu'il n'était pas possible de soigner le nouveau bébé et qu'il fallait se rendre à un autre centre hospitalier. Aucune ambulance n'étant disponible, le mari dut faire appel à un autre taxi pour conduire sa femme et son fils nouvellement né et lui-même à l'HUEH. Nouvelle déception, car là non plus sa femme et le nouveau bébé ne pouvaient recevoir les soins qu'ils souhaitent avoir. Il manquait de lit pour les nouveaux patients, dit-on.

Joveneo Moïse et son équipe ne se préoccupent guère du système de santé haïtien, puisqu'ils ne dépendent pas de lui pour se faire traiter quand ils sont malades. Les centaines de millions détournés du fonds PetroCaribe ont plutôt servi à assurer le confort des membres de l'Exécutif, de leurs familles et alliés politiques ainsi que des parlementaires; à se procurer des véhicules haut de gamme, des villas de grand prix comme seconde résidence; ou encore d'autres privilèges destinés à rendre leur viea agréables au-delà de tout ce qu'on aurait pu imaginer.

Cette politique de mépris à l'égard du système de santé, en Haïti, appelé à servir exclusivement la communauté *tout le monde,* est responsable de la mort de nombreux filles et fils d'Haïti admis dans des centres hospitaliers mal équipés, dotés de personnel mis dans l'impossibilité de faire face à leurs responsabilités professionnelles, car privés d'outils adéquats pour bien faire leur travail. Quand les milliards de dollars du fonds PetroCaribe sont détournés à des fins personnelles, cela met les patients à risque de mauvais traitements dans les hôpitaux. Dans tout pays qui se respecte, quand de tels incidents arrivent, les responsables sont passibles de poursuites judiciaires et potentiellement susceptibles de lourdes amendes.

Il est à souhaiter que la campagne contre la corruption et l'impunité, en Haïti, aboutissent à des poursuites judiciaires contre les contrevenants, une étape qui autoriserait à espérer que le changement souhaité interviendra dans le système de santé ainsi que dans toute l'administration publique du pays.

DIPLOMATIE INTERNATIONALE & SOCIÉTÉ

Princess Playboy ou Abbé du Deal : L'erreur d'une présidence en cours

Par Dan Albertini

Entre (). Quand l'Église catho implore le pardon du Seigneur en Irlande, ce n'est pas aux hommes qu'elle demande pardon pour le mal ou pour l'offense. La diplomatie chrétienne dit pourtant : «vas, réconcilies-toi avec ton frère que tu as offensé, avant de». Zachez a fait ce que le jeune homme riche a refusé : « vends tous tes biens, distribues-le au pauvre et suis-moi ». Vatican : est-on en l'action d'un temps hérétique, ou celui du pardon chrétien ? Fermons ().

S'il fallait voter le *deal* à nouveau, dans le sens de son arrivée, je le voterais volontiers. Les données ont en outre changé pour répondre aux attentes. Je ne le désirais, mais le prévoyais.

Imaginons un instant de folie personnelle, Al Sissi en Égypte se disant salvateur de la nation au point le pays acculé en faillite s'il part. Erdogan, Netanyahou aussi. Alors là, le cas serait différent si Maduro au Venezuela s'accrochait ainsi au pouvoir, à Caracas (*bien qu'il doive rétablir la vérité sur la gestion.ht des fonds Petrocaribe*). Oh, des *abbayes* s'en étoufferaient. Donaldo *l'abbé du deal* se croit régénérateur, unique en économie américaine. Tous les *abbés* sont-ils aussi menteurs quand ils sont playboys, *Martelly au moins était conscient de sa dope.*

Donaldo croit le WW un bateau de croisière pour candidate miss de je ne sais quoi au lieu de respecter la loi. Abbé en délinquance qui veut évincer le système pour se plaire en enfant gâté qui ignore le verbe, sa force et ses faiblesses. Jugeant son éviction d'occasion, qui rendrait l'Américain plus pauvre, il reconnaît sans mot dire que la pauvreté est mauvaise. Pourquoi alors a-t-il courtisé le bien-être de riches seulement tandis que tous sont Américains ? Il a ainsi déposé le cas de l'Américain pauvre chez le diable sans revers. Profonde discrimination préméditée qui le rend coupable de complot contre le bonheur d'Américains, de manière ciblée. C'est en soi un véritable motif de destitution. Le mot destitution dans ce cas-ci vient de lui, pourquoi ? *L'abbé* sait ce qu'il a fait et se voit déjà destitué. C'est sa nouvelle phobie, car mauvais élève de Martelly, cet abbé, le maître n'a pas été destitué, donc ne détient de placebo.

L'école de *tonton* n'est plus organisée comme au temps de, le malade avoue son mal, dit que l'Américain serait plus pauvre s'il était…. Vous connaissez la formule réussie de Nixon. Une peur trouvée dans **le Frère du président** (*slrdc*), quand le Hoover Institute prétend un savoir plus élevé que l'école de la *vieille* Mirlande *battue* par son élève Michel M. Donaldo déraille !

L'indice McCain, qui dévoile la haine de l'abbé, car, ne pas vouloir rendre hommage national c'est être sans homélie, ne pas être président. C'est prêcher pour sa paroisse, mais sans lutrin, car il n'est pas le prêtre, mais un abbé. Rendre hommage sous pression c'est être dans un costume de *gibus* tandis que l'on s'agitait en robe d'abbé, quand le curé dicte l'ordre de la curie. En fait, c'est voir, effrayé, *la porte de l'infidè-*

Suite en page 13

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:59 AM Page 13

NOUVELLES BRÈVES

Même mort, le sénateur de l'Arizona, héros national, demeure une pierre d'achoppement pour le président Donald Trump, qui n'a pas agi comme chef d'État, mais contraint à faire marche arrière

Depuis lundi après-midi, le drapeau américain, en berne au-dessus de la Maison-Blanche, est le signal que le président a du se raviser, suite à l'hostilité générale manifestée contre lui, de presque toutes parts, quant à sa réaction suite à l'annonce, samedi (25 août) de la mort du sénateur John McCain, républicain de l'Arizona. Il avait seulement émis un *tweet* pour dire : « *Mes vives sympathies et mon respect à la famille du sénateur John McCain. Nos cœurs et nos prières vous accompagnent* ». Mais, il n'a rien mentionné de la carrière militaire de ce capitaine naval qui a souffert pour son pays et qui a eu une brillante carrière au Congrès américain. Ainsi, la situation a empirée lundi (27 août) quand le drapeau, qui était en berne, tôt après l'annonce du décès du sénateur, a été hissé partout, sans doute d'ordre du président Trump.

Alors, à Washington, le même lundi, le leadership de deux groupes de vétérans des guerres américaines s'est prononcé contre la décision de l'Exécutif de suspendre la mise en berne du drapeau qui flottait sur les édifices de l'État en signe de respect pour cet ancien combattant. C'est un « *manque de respect* » pour un héros national de l'envergure de John McCain, a souligné la note des vétérans.

Ce qui a vite forcé le président à émettre une autre déclaration. « *En dépit de nos différences en matière politique et nos positions politiques, je respecte le sénateur John McCain pour les services qu'il a rendus à notre pays et, à son honneur, j'ai signé une proclamation ordonnant que le drapeau des États-Unis soit en berne jusqu'à son enterrement* ». Il devait ajouter que des membres de son administration, y compris le vice-président Mike Pence et son chef de cabinet, le général John Kelly, seront présents aux services organisés en mémoire du défunt. Ainsi, constate-t-on le pavillon en berne, et ceci jusqu'au samedi 1er septembre quand aura lieu l'enterrement de l'ancien captif des Nord Vietnamiens (1965-1973), devenu par la suite « Congressman » (député) de sa zone, puis sénateur

Le ministre de la Justice de Trump Jeff Sessions.

de tout l'État d'Arizona, depuis 1986 jusqu'à sa mort.

Tout ceci nous ramène au comportement de M. Trump envers le sénateur McCain, lors de la campagne électorale de 2016 quand, voulant dénigrer le vétéran, il avait déclaré qu'il ne croit pas qu'il (McCain) soit « *un héros*». Et M. Trump d'ajouter : «*Je ne considère pas comme des héros ceux qui ont été capturés*». À rappeler que, sans citer le nom de Trump, le sénateur devait déclarer, lors d'une interview au *New York Times,* que « *les riches ont de l'argent pour payer aux médecins qui leur donnent un certificat pour les exempter du service militaire* ». Quelle élégance pour souligner que Trump avait utilisé des subterfuges pour éviter de remplir alors le service militaire exigible pour tout jeune citoyen bien portant.

On n'oubliera jamais qu'un sénateur McCain, atteint de cancer au cerveau s'est fait autoriser à quitter l'hôpital pour être présent à Washington lors du vote qu'attendait le président Trump pour annuler « *Obamacare* », le programme de santé pour tous inauguré sous la présidence du président Barack Obama, considéré la bête noire par M. Trump. Et le sénateur John McCain était la cause d'une frustration sans pareille chez le président Trump, car le vote du sénateur en faveur d'*Obamacare* a rescapé le programme. Depuis, c'était la guerre ouverte contre le sénateur d'Arizona.

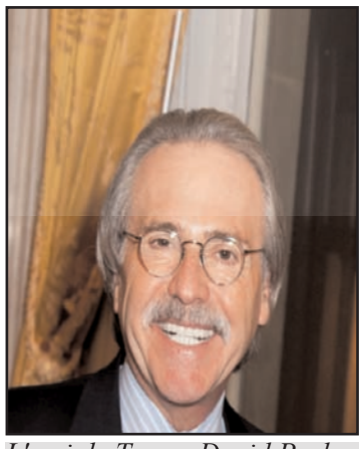
Et le conflit continue même jusqu'à la Cathédrale nationale, à Washington, ce samedi. Les présidents républicain George W. Bush et le démocrate Barack Obama diront adieu au sénateur McCain dans leurs panégyriques. Et ils seront entourés de personnages républicains et démocrates se considérant les fils et filles d'une même patrie. Toutefois, le président Trump sera absent, n'ayant pas été invité aux funérailles. D'ordre du héros national et sénateur à vie de la République, par la volonté de ses mandants. Paix à son âme !

La mort du sénateur McCain a bousculé les mauvaises nouvelles concernant le président Trump

Outre son avocat Michael Cohen, à New York, qui avait plaidé coupable, mardi de la semaine dernière, sur huit (8) chefs d'accusation, tout en impliquant son ancien patron et ami dans un dossier criminel; outre son ancien chef de campagne, Paul Manafort, qui a été trouvé coupable, le même jour, de huit (8) chefs d'accusation par un jury, en Virginie, le président Trump se voit délaisser par d'autres amis ou employés.

Pour se mettre à couvert, face à la justice, deux personnalités importantes ont décidé de coopérer avec les procureurs dans le cadre des investigations visant à découvrir des accrocs faits à la justice par le président ainsi que toute éventuelle collusion avec des agents russes par l'équipe du candidat Donald Trump, lors des élections présidentielles de 2016. Allen Weisselberg, chargé des finances de M. Trump depuis l'an 2000, a obtenu immunité auprès des procureurs se penchant sur le cas de Cohen. Il serait, donc, prêt à divulguer aux autorités judiciaires tout ce qui pourrait les intéresser. Nul ne saurait être mieux placé pour connaître les secrets financiers de M. Trump.

Par ailleurs, David Pecker, le propriétaire de *America Media Inc. (AMI),* organisation mère de *National Enquirer,* la revue spécialisée dans les scandales de tout genre, a, lui aussi, obtenu immunité auprès des autorités judiciaires se penchant sur les paiements aux deux femmes qui ont dénoncé avoir reçu de l'argent, beaucoup d'argent, soit USD 130 mille $ et USD 150 mille $, pour taire, à la veille des élections de 2016, leurs relations romantiques avec M. Trump. Il s'agit de Stéphanie Clifford, de son nom d'artiste Stormy Daniels, et Karen McDougal. M. Pecker aurait gardé dans un coffre-fort tous les documents concernant l'affaire relative au paiement d'une forte somme d'argent à un client pour enterrer l'histoire dans un style dit *de* « *buy and burry* » (acheter et enterrer), c'est-à-dire à



L'ami de Trump David Pecker qui est aussi le patron de National Enquirer.

ne jamais paraître. Sans doute, Pecker aurait beaucoup aidé en ce sens, lors de la campagne électorale du candidat Trump. Son vieil ami Trump, aurait-il utilisé ses services pour d'autres clientes?

Coincé de toutes parts, le président Trump s'en prend à son ministre de la Justice

Publiquement, le président Trump a tempêté contre Jeff Sessions, l'ex-sénateur de l'Alabama qu'il avait choisi pour diriger le département de la Justice. M. Sessions, après son investiture, s'était récusé de l'investigation sur la collusion russe parce qu'il faisait aussi partie de la campagne du candidat Trump. Signe d'intégrité que le président Trump n'apprécie guère, a déclaré, jeudi dernier (22 août), sur les ondes de *Fox Télévision,* qu'il ne comprend pas cet homme de Sessions. « *Il aurait pu me dire qu'il allait se récuser de l'investigation et j'aurais nommé quelqu'un d'autre* (plus maléable, sans doute). Enfonçant le couteau dans la plaie, le président a ajouté que Sessions « *n'a pas pris le contrôle de la Justice dès son arrivée au département* ».

Le même jour, Sessions a riposté de façon catégorique dans un texte remis à la presse. « *J'ai pris contrôle du département de la Justice le jour de mon investiture* », a-t-il affirmé, tout en ajoutant : « *Pendant que je suis attorney general (équivalent du ministre de la Justice) les décisions du département de la Justice ne seront pas influencées de manière inappropriée par rapport à des considérations politiques* ». C'est pas envoyer dire.

Les jours de Sessions seraient comptés au département de la Justice. Hier, mardi 28 août, le quotidien *Chicago Tribune,* ayant des antennes au sein de l'administration républicaine, a publié un article qui vaut son pesant d'or. En voici le titre : « **Trump privately revived the idea of firing Sessions this month, people familiar with the discussions say** ». *(En privé, Trump a relancé l'idée de renvoyer Sessions ce mois-ci, selon ce que disent des gens qui passent pour être au courant des discussions* ». Et le journal d'expliquer en long et en large les conversations entretenues avec trois personnes proches des va-et-vient ayant lieu en ce qui concerne un président très amer, par rapport à son ministre, qui aurait dû le protéger de soi-disant ennemis.

Une fois Sessions renvoyé, le président croit qu'il sera à même de trouver un nouveau ministre de la Justice qui fera à sa guise. Ne pourrait-on pas alors se défaire du procureur spécial Robert Mueller et mettre fin à cette « *chasse aux sorcières* » que représentent les investigations qui, au fil du temps, exposent les secrets d'un Donald Trump qui entend faire à sa guise ? Même si le président, utilisant ses prérogatives, peut pardonner un Paul Manafort, le gouvernement fédéral ne peut aucunement empiéter sur la juridiction de l'État de New York. Pas moyen d'arrêter toutes les investigations.

DIPLOMATIE INTERNATIONALE & SOCIÉTÉ

Suite de la page 12

le avant l'abandon, craignant l'expulsion. La porte-*exit* contemporain ressemblera donc à ce *Kim* réformé auto déclaré entraînant le tiers de l'assemblée des fidèles aveugles croyant au messie. Douleur en réserve sur le tard avant de revenir au bercail, en perte d'illusion, car les pieds de *l'abbé du deal* ne touchent plus le sol.

Ce n'est pas de la religiosité déguisée tentant de jouer au culte caché de la diplomatie de. Hélas non, il n'y a d'ailleurs plus de Vatican, sinon, un repère de… *pairs*. En outre c'est le plus approprié des lexiques diplomatiques datant des temps d'instabilité allant l'abbaye à la chapelle en passant par la cathédrale pour finir au culte de… en latin déformé dans le salon de, avec une soutane, malgré tout, payée aux frais de fanatiques. Après *gwo jeje le moldave* forcené (ne pas confondre *gwo Gérard* le Floridien) fuyant l'impôt, car chez *vlad,* pas de taxes mais prison pour l'opposant, verra-t-on *donaldo le biélorusse* étourdi ? *Voilà, c'est ici la persévérance de St.Mueller et, une prémonition de l'abbé du deal* !

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:59 AM Page 14

BROOKLYN, N.Y.

At the unveiling of the Jean-Jacques Dessalines Boulevard: The Speech of Assemblymember Rodneyse Bichotte

Assembly member Rodneyse Bichotte Remembers Jean-Jacques Dessalines

On Saturday, August 18, Assembly member Rodneyse Bichotte, the first Haitian-American to be elected to the New York Assembly, was at the intersection of Newkirk and Rogers Avenue to unveil the street sign co-naming the spot for the Haitian hero of independence, Jean-Jacques Dessalines. Several officials, including from the Brooklyn Borough, the New York City Council and the New York State Assembly, were there with about 100 other leaders, patriots and friends of Haiti for that historic moment which ended with singing of the Haitian national anthem: The Dessalinienne. Forget that some hosts on Fox Television protested the event, claiming that Dessalines murdered many Whites.

Indeed, that happened after the defeat on the battlefield of the French slave masters who exploited millions of Blacks kidnapped in West Africa and transported in inhuman conditions on slave ships to build in Haiti and elsewhere in the Western Hemisphere the economy that enriched Europe during some three centuries!

We applaud the lawmakers of the New York City Council who, after vetting the circumstances around Jean-Jacques Dessalines feat of defeating slavery, approved that he be recognized in Brooklyn, home for many Haitian immigrants. And beyond the grave, and more than two centuries later, Assembly member Bichotte called on the George Washington of Haiti to give, once more, the speech that he had delivered on January 1st, 1804, the birthdate of Haiti's independence:

Good Afternoon! It is a glorious day! I want to thank all my colleagues in government, Mayor Bill de Blasio and his Office, Department of Transportation, all community partners and organizations, for being here in support of this historical Moment. In Little Haiti!

We want to thank the co-sponsors of the City Council legislation: Councilmembers Jumaane Williams, majority leader Laurie Cumbo, Council members Mathieu Eugene and Inez Barron and all other elected officials that were announced and from whom you will hear. We want to thank Serge Joseph and Gerard Cadet who testified before the City Council. And of course, New York City Council Speaker Cory Johnson for making all of this possible and recognizing the importance of history, especially when there are negative and false write-ups on the history of Haiti and on this Slave liberator, Hero, who we are commemorating today, **Jean-Jacques Dessalines.**

We are not prisoners of history. History is neither static nor settled. We have a choice: We can let others produce history, and passively consume their version. Or, we can actively participate in history, both as actors and narrators. Today, on this solemn day, as we come together to celebrate the unveiling of **Jean-Jacques Dessalines Boulevard,** we are both actors and narrators, taking a small step in the long road of reclaiming the significance of the Haitian Revolution and its heroes, not just of Haitian history, but of World history.

As actors, we are undoing, in a concrete and tangible way, centuries of silence, erasures, banalization and trivialization of our history. Now, with this street co-naming, tens of thousands will walk the streets in Central Brooklyn, and see and utter the name of Jean-Jacques Dessalines. Many will be encouraged to learn about him, his compatriots and their accomplishments, like **Toussaint Louverture and Alexandre Pétion, or Jamaican Dutty Boukman and Grenadian Henri Christophe.** And many will read and study the description of the Haitian Revolution and that of Jean-Jacques Dessalines contained in the official New York City Local Law in relation to the Jean-Jacques Dessalines Boulevard.

As narrators, we get to define the narrative. No longer will the Haitian Revolution be a fluke, an historical accident, or a non-event. No longer will Jean-Jacques Dessalines be disregarded or portrayed merely as a tyrant. As the official New York City Local Law states: *"Significant to world history, the Haitian Revolution is not only the first and only successful slave revolution in the Americas, but also resulted in Haiti being the first Latin American country and second in the Western Hemisphere to declare its independence, after the United States declared independence from Britain in 1776. Furthermore, the Haitian Revolution was inspirational and gave support to the enslaved and subjugated peoples throughout the world. More significantly, the Haitian Revolution was a truly transcultural event, joining three interlocking and intersectional 18th Century struggles which continue to reverberate to the present: the challenge to imperial European authority; the fight for racial equality; and the movement to end slavery."*

Jean-Jacques Dessalines took charge of the Haitian Revolution and brought it to its successful conclusion. He had the vision and foresight to see that freedom would be secured only by defeating the French Imperial Army on the battlefield, not through *"the pathetic eloquence of [its] agents' proclamations."* He is a true hero to all those who cherish liberty and freedom. In words and deed, Dessalines exemplified love of freedom.

In declaring independence, he stated, in part, the following:

"Citizens, it is not enough to have expelled the barbarians who have bloodied our land for two centuries. It is not enough to have restrained those ever-evolving factions that one after another mocked the specter of liberty that France dangled before you. We must, with one last act ofnational authority, forever assure the empire of liberty in the country of our birth. We must take any hope of re-enslaving us away from the inhuman government that for so long kept us in the most humiliating torpor. In the end we must live independent or die.

"Citizens, my countrymen, on this solemn day I have brought together those courageous soldiers who, as liberty lay dying, spilled their blood to save it; these generals who have guided your efforts against tyranny have not yet done enough for your happiness. The French name still haunts our land.

"Everything revives the memories of the cruelties by this barbarous people: our laws, our habits, our towns, everything still carries the stamp of the French. Indeed! There are still French in our island, and you believe yourself free and independent of that Republic which, it is true, has fought all the nations, but which has never defeated those who wanted to be free.

"What! Victims of our own credulity and indulgence for 14 years; defeated not by French armies, but by the pathetic eloquence of their agents 'proclamations. When will we tire of breathing the air they breathe? What do we have in common with this nation of executioners? The difference between its cruelty and our patient moderation, its color and ours the great seas that separate us, our avenging climate, all tell us plainly that they are not our brothers, that they never will be, and that if they find refuge among us, they will plot again to trouble and divide us.

"Native citizens, men, women, girls, and children, let your gaze extend on all parts of this island. Look there for your spouses, your husbands, your brothers, your sisters. Indeed! Look there for your children, your suckling infants, what have they become?... I shudder to say it ... the prey of these vultures!

"Instead of these dear victims, your alarmed gaze will see only their assassins, these tigers still dripping with their blood, whose terrible presence indicts your lack of feeling and your guilty slowness in avenging them. What are you waiting for before appeasing their spirits? Remember that you had wanted your remains to rest next to those of your fathers, after you defeated tyranny. Will you descend into their tombs without having avenged them? No! Their bones would reject yours.

"And you, precious men, intrepid generals, who, without concern for your own pain, have revived liberty by shedding all your blood, know that you have done nothing if you do not give the nations a terrible, but just example of the vengeance that must be wrought by a people proud to have recovered their liberty and jealous to maintain it. Let us frighten all those who would dare try to take it from us again. Let us begin with the French.

Let them tremble when they approach our coast, if not from the memory of those cruelties they perpetrated here, then from the terrible resolution that we will have made to put to death anyone born French whose profane foot soils the land of liberty.

"We have dared to be free, let us be thus by ourselves and for ourselves. Let us imitate the grown child. His own weight breaks the boundary that has become an obstacle to him. What people fought for us? What people wanted to gather the fruits of our labor? And what dishonorable absurdity to conquer in order to be enslaved? Enslaved? . . . Let us leave this description for the French: 'They have conquered but are no longer free.

"Let us walk down another path. Let us imitate those people who, extending their concern into the future, and dreading to leave an example of cowardice for posterity, preferred to be exterminated rather than lose their place as one of the world's free peoples.

"Let us ensure, however, that a missionary spirit does not destroy our work. Let us allow our neighbors to breathe in peace. May they live quietly under the laws that they have made for themselves, and let us not, as revolutionary firebrands, declare ourselves the lawgivers of the Caribbean, nor let our glory consist in troubling the peace of the neighboring islands. Unlike that which we inhabit, theirs has not been drenched in the innocent blood of its inhabitants. They have no vengeance to claim from the authority that protects them.

"Fortunate to have never known the ideals that have destroyed us, they can only have good wishes for our prosperity. Peace to our neighbors. But let this be our cry: 'Anathema to the French name! Eternal hatred of France!'

"Natives of Haiti! My happy fate was to be one day the sentinel who would watch over the idol to which you sacrifice. I have watched, sometimes fighting alone, and if I have been so fortunate as to return to your hands the sacred trust you confided to me, know that it is now your task to preserve it. In fighting for your liberty, I was working for my own happiness. Before consolidating it with laws that will guarantee your free individuality, your leaders, whom I have assembled here, and I, owe you the final proof of our devotion.

"Generals and you leaders, collected here close to me for the good of our land, the day has come, the day which must make our glory, our independence, eternal.

"If there could exist among us a lukewarm heart, let him distance himself and shudder to take the oath which must unite us. Let us vow to our selves, to posterity, to the entire universe, to forever renounce France, and to die rather than live under its domination; to fight until our last breath for the independence of our country.

"And you, a people so long without good fortune, witness to the oath we take, remember that I counted on your constancy and courage when I threw myself into the career of liberty to fight the despotism and tyranny you had struggled against for 14 years.

"If ever you refuse or grumble while receiving those laws that the spirit guarding your fate dictates to me for your own good, you would deserve the fate of an ungrateful people. But I reject that awful idea; you will sustain the liberty that you cherish and support the leader who commands you. Therefore, vow before me to live free and independent, and to prefer death to anything that will try to place you back in chains. Remember that I sacrificed everything to rally to your defense: family, children, fortune, and now I am rich only with your liberty. My name has become a horror to all those who want slavery. Despots and tyrants curse the day that I was born. . . . Therefore, vow before me to live free and independent, and to prefer death to anything that will try to place you back in chains. Swear, finally, to pursue forever the traitors and enemies of your independence.

"Independence or death! ... May these sacred words bind us and be the signal for battle and our reunion.

"Done at the headquarters in Gonaïves, the First day of January 1804, the first year of independence."

Signed: J. J. Dessalines, my Great, Great, Great Grandfather.

Note: Assemblymember Bichotte gives credit for her speech to Serge Joseph, Esq.

1 bdrm & studio apts for Rent
Located in Upper Darby, PA 19082
Utilities included (not electric)

Call: 610-352-5975 lve msg or
610-342-5914

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:59 AM Page 15

Ridding our nation of corruption: A cause bigger than ourselves

By Jim Uttley

It has been 20 years since I have been to Haiti Chéri—the land where I spent much of my childhood and where I lived and worked between 1976 and 1987. In various reports I have received over the years since leaving, much progress has been made in Port-au-Prince and across the country.

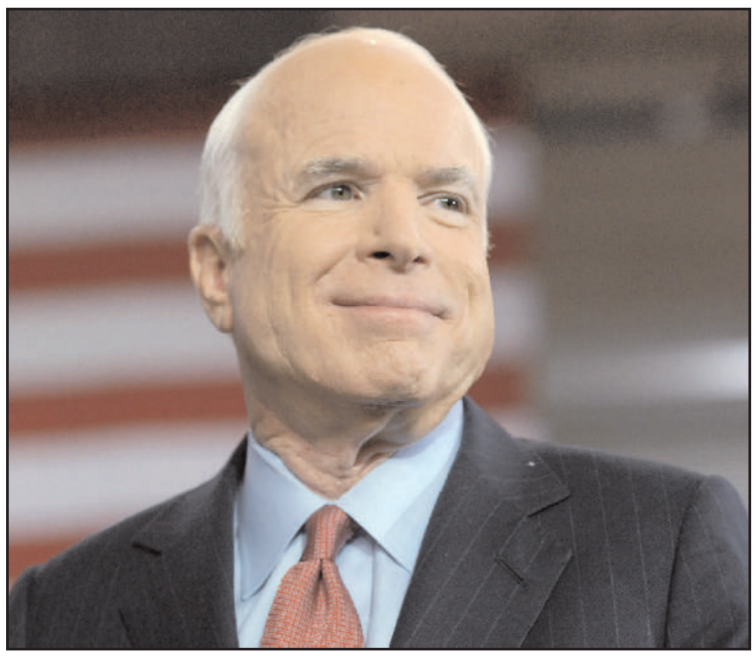
Since the devastating earthquake of 2010 struck the capital city and surrounding areas, there has been incredible progress made in construction of roads and buildings including luxury hotels in the Petion-Ville area. Government buildings are being rebuilt or new ones built to replace those that were destroyed including the National Palace on the Champs des Mars.

However, there is more that remains the same than that which has been transformed and made new. It has often been said about this nation that you and I love so much that though there are many changes, Haiti will always be the same. And there is one way in which this is true, but it is a sad reality.

Haiti is a corrupt nation—a place that can't seem to function without corruption. A good example of this is the PetroCaribe funds which came and seemed to produce good results and then all of a sudden *disappeared as if into thin air.*

Haiti-Observateur has been covering this scandal for years and has done a good job of uncovering much of the corrupt dealings that have been going on and seeking to bring those responsible to justice. And yet, it appears that those missing funds have not been recovered, nor have the criminals been punished for their actions.

There is a social movement in the works, as those whose lives and livelihood are most affected negatively by these crooks get in he lead and begin to take to Facebook, Twitter and other social media to confront government leaders and those in the upper echelons of power. Posters are being plastered on telephone poles and at intersections bringing attention to this mass thievery.



Senator John McCain

Demonstrations are being called for in Port-au-Prince, Les Cayes, Cap-Haitien and other cities and towns as Haitian citizens take to social media to protest what they consider is "highway robbery." Ordinary citizens are asking "Kote kòb Petrokaribe a?" (Where is the Petro Carib money?)

The truth is that these funds didn't disappear into thin air. They disappeared into the pockets of those whose pockets were already stuffed from the last corrupt affair the crooks were involved in.

The sad part about this is that the crooks are well known, yet those who can bring them to justice are refusing, because they too are complicit.

Following the earthquake, Venezuela forgave almost $300 million of Haiti's debt, but since then, Haiti is now in debt for far more than that amount. This is a debt that Haiti owes to our children and grandchildren.

Will Haiti ever change? When will her citizens take a stand against corruption and start being honest in their business transactions and governmental affairs? Maybe these new movements on social media are the first steps to bring to light what has been done in the dark.

This past Saturday—August 25, 2018—a brave and courageous American died after a hard-fought battle against brain cancer. Arizona's Senator John McCain left this earth leaving a legacy for Americans as well as for the rest of the world.

In its tribute to the late senator, *The Atlantic* magazine wrote that as a hero of the Vietnam War, Senator McCain "was known for his patriotism, his commitment to principle, and what Todd S. Purdum describes as his unique 'brand of decent self-awareness.'"

The article goes on to state that his awareness "apparently led him to cut ties with Paul Manafort in 2008, while his idealism came to bear in an unresolved feud with Trump." [Manafort is a criminal involved in similar crimes in the U.S. to that of the PetroCarib scandal.]

A former prisoner of war, Senator McCain served his country for 60 years and before his death last weekend, he wrote a letter to his fellow Americans.

"…I've tried to serve our country honorably. I've made mistakes, but I hope my love for America will be weighed favorably against them… I owe it to America to be connected to America's causes: Liberty, equal justice, and respect for the dignity of all people brings happiness more pleasures. Our identities and sense of worth were not circumscribed, but are enlarged by serving good causes bigger than ourselves...

"We are citizens of…a nation of ideals, not blood and soil. We are blessed and are a blessing to humanity when we uphold and advance those ideals at home and in the world."

Citizens of the world's first Black Republic, it's time to *dechouke* corruption for good. Call it what it is: Evil. And do everything necessary to rid ourselves and our nation of our corrupt ways. Let's make Haiti worthy of her name and her ideals.

Haiti needs more leaders such as American Senator John McCain.

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

PROCUREZ-VOUS LES ŒUVRES DE ROSIE BOURGET

Tout le monde adore lire la rubrique de Rosie Bourget pour faire le plein de connaissance. L'auteur vous propose ses trois derniers nés, intitulés « *Floraison* », « A Rose in Full Bloom », Istwa Kreyòl ».

Régalez-vous avec son style unique et exceptionnel. Installez-vous… et laissez-vous envahir par une sensation de bien-être et d'humour. Vous avez besoin de vous détendre ? Les textes de « Istwa Kreyòl » vous permettent de chasser vous-même vos ennuis, de manière simple et rapide.

En vente à la librairie Mapou.

Pour passer vos commandes, contactez l'auteur au numéro suivant

(954) 445-0344; via courriel
rbourget18@gmail.com ou r_bourget@yahoo.com.

Journal 29 aout - 12 septembre 2018:HO 8/28/18 3:59 AM Page 16

HAPPENINGS !

From page 1

Montreal against the corrupt leaders of Haiti." The gathering will be at 10:00 am at the Toussaint Louverture Park, with the march starting at 11:00 am. Destination: **HAITIAN CONSULATE** in Montreal, 300 Léo Parizeau Street, Montreal, QC H2X 4C1.

To motivate demonstrators, there's the picture of a huge crowd under the shadows of tall buildings and a large banner written in bright red: "REMĒT NOU KŌB PETRO CARIBE A."

Indeed, the PetroCaribe scandal has taken alarming proportions for government officials involved in the biggest heist ever of public funds in Haiti and in the Caribbean region. From 2008 to 2016, $3.8 billion of the fund supplied by sale of Venezuelan petroleum products has been depleted.

Reportedly, in 2006, Haiti had joined the program launched by the late Hugo Chavez to help various countries in the Caribbean and in Latin America by selling them fuel at a big discount, with payments over 25 years at interest of 1%. Haiti began benefitting from it in 2008. As stipulated, the agreement called for using the profits from the sales for development programs. That's the Fund which has been wiped out with little to show. Meanwhile, the financial standing of the officials involved in its management has been anything but phenomenal.

For some time, *Haiti-Observateur* and other press organs have been insisting for an explanation of what happened to the PetroCaribe Fund. But it took an August 14 *tweet* from Gilbert Mirambeau, Jr., a Haitian writer and filmmaker in Canada, to change the conversation. He launched ***#petrocaribechallenge,*** asking Haitians to get involved in finding what happened to all the money which could have changed the face of Haiti.

Two days later, his message was picked up by a Haitian singer whose stage name is K-Lib (Wackensy Dessin.) He took his picture with the ***#petrocaribechallenge*** splashed over his chest and asked Haitians everywhere to do likewise. With his 61,000 followers, the *tweet* went viral. The Miami Herald said that, based on information provided by Mirambeau, Brandmaxima and Keyhole, marketing companies that track hashtag, report that ***#petrocaribechallenge*** has been retweeted over 13,000 times and was seen potentially by 3.6 million people on Twitter alone.

The very instructive article in the *Miami Herald,* August 23, by Jacqueline Charles, provides pertinent information based on interviews with those two young men who have begun a silent revolution with wide repercussions. "*We are fed up with what's going on,"* Mirabeau is quoted to say. *"It's like we have a knife under our throats, and are looking at the government and not doing anything."* As for K-Lib, he said, *"the PetroCaribechallenge isn't just a challenge. It's a massive movement against all the corruption, all the money that has just disappeared.* Mirambeau, 35, and K-Lib, 37, have started a movement that can't really be stopped. Says K-Lib: *"It's time for Haitians to stop accepting 'corruption and impunity' as normal."* We tip our hats to these two example-setting young men of the new generation who make us proud.

As it is, the virtual campaign has been the kickoff for demonstrations that will probably be replicated in communities other than Montreal. Last Friday, the 24th, a demonstration in Port-au-Prince in front of the government auditing concern, the *"Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif"* asking for their compliance with the law by doing their job. Banderoles in several parts of the capital of Port-au-Prince emphasized the campaign against the heist of the PetroCaribe Fund. Photos of officials targeted as "thieves" were also placated on walls with statements calling for their arrest.

Meanwhile, late Saturday night, and up until the early hours of Sunday (August 25 and 26) individuals wearing pink T-shirts, aboard several cars and pickups were going through town taking down the banderoles and the photos. Considering that pink is the color of former President Michel Martelly's *"Bald Headed"* party, one may assume that the current *"Bald Headed"* regime is reacting — even in the dark of night.

The reaction was also being expressed in a long-playing interview (46 minutes and 43 seconds) heard Sunday on *Tele Image* TV in New York, by Wilson Laleau, President Moïse's chief of staff and former Finance Minister under Michel Martelly. Mr. Laleau explained that, though accused in the two Senate Ethics investigations on PetroCaribe, he wasn't really responsible for the money once disbursed. That was the responsibility of several ministers who were in charge of projects. In that case, it's an easy job to get to the bottom of the scandal by finding out what projects were finished, half-finished or not undertaken at all. Also, how were the funds spent? Certainly, he knows the ministers of which he speaks.

Mr. Laleau mentions that from 2008 to 2016, some $1.7 billion were disbursed according to normal procedures. That would still leave $2.1 billion unaccounted for, because the amount which was absconded is put at $3.8 billion. Even if one takes President Moïse's own estimate, the total disbursed from PetroCaribe amounts to $3.6 billion, just $200 million under what is generally mentioned.

Meanwhile, Frandley Denis Julien, a lawer in Florida, released a statement on *WhatsApp* suggesting that those dealing with the PetroCaribe dossier in Haiti should have pertinent parts of the documents translated into English and be provided to certain U.S. officials who can help in tracking down PetroCaribe funds deposited in U.S. banks or used to purchase expensive domains, especially in southern Florida. And not only in the U.S. To be noted, Mr. Julien offers his free services to translate the documents.

Obviously, the campaign to get to the bottom of the PetroCaribe heist has invaded the internet. All the social media networks have published the hashtag ***#petrocaribechalenge.*** Photos, most of them photoshops, of eminent personalities and citizens of all stripes, including children who can't go to school, ask for an explanation. Even passenger planes taking off are emblazoned with the message: ***"KOTE KŌB PETROCARIBE A?."*** *(Where is the PetroCaribe money?.)* Certainly, this scandal can't be pushed under the rug, as has done with so many others before. In passing, we'll mention the CIRH *(Interim Commission for the Reconstruction of Haiti)* after the 2010 earthquake in which President Bill Clinton and former Prime Minister Jean Max Bellerive were involved, the Cooperatives scandal under Jean-Bertrand Aristide or the $900 million for which the Jean-Claude Duvalier regime and his heirs are responsible.

The #Petrocaribechallenge has reached the streets of Paris. Monday morning, a mysterious placard was seen at a taxi and bus stand named Grand Soleil, adorned with the pictures of former Prime Minister Laurent Lamothe, former Presidents Michel Martelly and Jocelerme Privert, as well as that of President Jovenel Moïse, with the following Creole caption under each name: ***"KOT KŌB? REMĒT KŌB PETWOKARIBE A."*** (*Where is the money? Give back the PetroCaribe money."*

Targeted: The Martelly family is allegedly preparing to escape as PetroCaribe heats up. In a "Flash! Flash," Monday, we received a warning that the Martelly family is preparing feverishly, but surreptitiously, to leave Haiti before the PetroCaribe situation turns violent. It's noted that last July 6 and 7 when the fuel riots occurred, a helicopter was dispatched from the Dominican Republic to fly members of Martelly's family to safety there, while the former president himself was already in Florida, presumably for health reasons.

According to the statement, the well-known businessman and political player Reginald Boulos warned in an interview with the Port-au-Prince *Radio Mega* that Martelly had several properties up for sale, including probably his reportedly $9-million seaside villa. The family son Olivier is also looking for takers for Tara's, the upscale concert hall above Petion-Ville, where he had an extravagant concert last Fall for Charles Aznavour, the famous former French crooner who was paid thousands for a quick appearance.

Reginald Boulos surprises again. Three weeks ago, the owner of the Delimart markets in Port-au-Prince and surroundings had announced that Delimart would provide food for a year to the *Grenadières,* the Haitian Women U-20 team that played brilliantly at the World Cup for women. Now he's making another gesture to ease the plight of his current and former employees who were furloughed since the sacking of the Delimart stores during the fuel riots last July. As the new school year is about to start, Boulos said he will provide school supplies and clothing for the children of his employees. He's urged his fellow businessmen to make similar gestures toward the needy.

BROOKLYN: PetroCaribe on Eastern Parkway

If people, especially the young, heed the appeal of a couple that has invaded social media networks with its anti-corruption, anti-impunity message, the $3.8 billion PetroCaribe heist will intrude on the annual Labor Day Caribbean parade on Eastern Parkway, which usually draws millions. Next Monday, Septemer 3rd, the traditional fiesta of the Caribbeans in New York could have a new contingent to reckon with: The PetroCaribe campaigners whose message, in Creole, is clear: "**KOTE KŌB PETWOKARIBE A**", "**RENMĒT KŌB PETWOKARIBE A,6**." *(Where is the PetroCaribe Money? Give back the PetroCaribe money.")* The young man greets the virtual audience by underlying the importance of the occasion. "My wife has joined me today," he says, as he turns toward her, next to him.

And what's so important? On Monday, said the wife, *"We should take the opportunity to draw attention on PetroCaribe,"* as part of the national and global movement to get to the bottom of the biggest theft of public funds in the history of Haiti and that of the Caribbean region. To do so, they ask all Haitians attending the parade to be properly dressed: A t-shirt, mostly white, with this message in front or in the back: KOTE KŌB PETWOKARIBE A?

In a video lasting four minutes and eight seconds (4 mins. 8,) they explain why we should be concerned. *"We in the Diaspora are among the first victims of the PetroCaribe theft,"* says the husband. And the wife adds, *"Sending money to Haiti for everything: for health problems, for hospital bills, for food, for house rent, for telephone cards, you name it."* And he picks up: *"If Haiti were doing well (financially) we wouldn't have to carry this burden."*

And for the officials to steal all that money that could have helped in solving so many problems! Everything is in the open, he says. *"Newspapers and the social media report the figures: $3.8 billion squandered by the authorities. And who are supposed to pay it back? Those young people who, in despair, have left the country to go to Chile, Brazil, here and elsewhere. We can't accept that. We should take the opportunity of the Monday fiesta to tell the whole world about what's going in Haiti. And we should undertake action to get the money back."*

It's a powerful message from a young couple who ticked off the problems facing Haiti, from lack of potable water, hospitals, schools for the children and roads to move about. Everything is a problem in Haiti. Yet some supposed representatives of the country have the courage to execute such a crime. *"No, we won't stand for corruption and impunity, its companion."*

So, on Monday, the rendezvous is on Eastern Parkway, with your 99-cent T-shirts flashing the message **KOTE KŌB PETWOKARIBE A**. Whatever you can do, you must do. Have flags with the message on it. Have it on large placards and spread it over your cars. Show off your tattoos, if that's your style. But by all means, we should make history on Eastern Parkway on Monday, September 3rd.

And to close, the husband stands up and turns around to show the message in red on the back of his black T-shirt. And the lady turns around to show hers also, and both saying: *"See you there Monday. We'll be there ourselves very early. Bye!"*

What can we add to such a moving appeal from a sincere couple who sets aside fear to say for all of us what must be said and done at this juncture. **KOTE KŌB PETWOKARIBE A, RENMĒT KŌB PETWOKARIBE A!**

Finally, the Haitian Senate had a rocky session on Monday (Aug. 27) to discuss PetroCaribe. Certainly, the worldwide campaign against the PetroCaribe heist has some effect. Senator Evalière Beauplan, who headed the last Ethics Comission's investigation on the scandal, was able to address a group of Senators in a formal setting about the scandal that's rocking the nation. There was heated argument, as the defenders of the dilapidators tried to disturb the meeting. But Senator Beauplan and his team said, *"There are documents and pictures of (unfinished) projects to back up our conclusion."* And some of those projects were flashed on a screen as exhibits. We'll come back to that in upcoming weeks.

In another move testifying to the effect of the PetroCaribe campaign, the auditing arm of the government, *La Cour supérieure des comptes et du contentieux Administratif* (CSC/CA) released on Monday its long-delayed report on the administrations of Prime Ministers Laurent Lamothe and Evans "K Plim" Paul, the two who were in charge of the government under President Martelly, when the bulk of the PetroCaribe funds disappeared. *"It's a catastrophe and an economic tsunami,"* concludes the CSC/CA). Details in upcoming weeks.

29 August 2018